

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3499 - LUNDI 27 MAI 2019

COOPÉRATION

Une nouvelle ère s'ouvre pour le Congo et la Russie



Vladimir Poutine et Denis Sassou N'Guesso

À l'issue du tête-à-tête qu'ils ont eu, le 23 mai, au Kremlin, les présidents Vladimir Poutine et Denis Sassou N'Guesso ont assisté à l'échange de parapheurs par les officiels des deux délégations,

témoignage du raffermissement des liens entre Brazzaville et Moscou. La communication, le nucléaire civil, le numérique, l'agriculture, la défense et les hydrocarbures sont les principaux

domaines dans lesquels le Congo a conclu avec la Russie une série d'accords à l'issue de la visite officielle effectuée à Moscou par le président de la République. [Notre dossier en pages 8-9](#)

FINANCES

Le comité national va statuer sur la dette publique

La dette publique congolaise, répartie entre différentes entités étatiques, à savoir la Caisse congolaise d'amortissement et le Trésor public, est inscrite à l'ordre du jour de la session inaugurale du comité national qui s'ouvre demain à Brazzaville.

Au cours de la présente session, cette institution planchera notamment sur la transparence dans la gestion des passifs de l'Etat ainsi que la réorganisation des entités publiques.

Page 4

70 ANS DE PRÉSENCE AFRICAINE

Une croisière littéraire marque avec éclat la fin des festivités

Pendant près d'une semaine, des universitaires, des intellectuels et autres sachants ont évoqué, chacun à sa manière, l'apport culturel de la maison d'édition Présence africaine et de la revue éponyme. Des tables rondes, des dons d'ouvrages et autres activités ont meublé les 70 ans de Présence africaine à Brazzaville. Le clou des manifestations a été la croisière sur le fleuve Congo au cours de laquelle des extraits des romans et poèmes édités par Présence africaine ont été déclamés.

Page 16



Des participants de la croisière sur le fleuve Congo

Éditorial

Bilan

Page 2

HYDROCARBURES

La SNPC conclut des pré-accords avec deux sociétés russes



Échange de parapheurs entre les signataires DR

Signés entre le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga, Aleksander Shiryaev et Vagit Yussufovich Alekperov, respectivement directeur général de la société Pipe Metalurgical Company et président de Lukoil, ces mémorandums d'entente ouvrent la voie à la signature prochaine de contrats. [Page 8](#)

CUVETTE OUEST

Le Trésor public d'Ewo cambriolé

Dans la nuit du 24 au 25 mai, les malfrats ont neutralisé la sentinelle avant de mettre le feu à une ouverture pour pénétrer dans les locaux du Trésor public du chef-lieu du département de la Cuvette ouest, Ewo. Ils ont ouvert le coffre-fort à l'aide d'un chalumeau. Les premiers éléments de l'enquête révèlent que les voleurs n'ont pas pu dévaliser tout le coffre-fort. Aux dernières nouvelles, on apprend que les cambrioleurs ont été arrêtés vers le district de Gamboma, dans le département des Plateaux.

ÉDITORIAL

Bilan

Au terme de la belle, très belle semaine qui a marqué le soixante-dixième anniversaire de *Présence Africaine*, célébré à Brazzaville, il n'est pas inutile d'en dresser le bilan. Non pour tresser des couronnes à celles et ceux qui l'ont organisé - la famille d'Alioune Diop, l'Université Marien-Ngouabi, l'Institut français du Congo (IFC), Adiac et *Les Dépêches de Brazzaville*, autrement dit nous-mêmes -, mais pour souligner à quel point cette maison d'édition africaine et la revue qu'elle édite sont présentes dans l'univers de la littérature et donc de la pensée.

Fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans le moment même où les peuples africains se mobilisaient pour mettre un terme à l'ère coloniale et accéder à l'indépendance, *Présence Africaine* n'a rien perdu de sa vitalité ni de sa volonté de contribuer à l'émergence du continent noir. En ont témoigné les propos tenus tout au long de cette semaine par les dirigeants de la revue - Suzanne Diop, Romuald Fonkoua, Marie Kattiti -, par plusieurs de ses prestigieux auteurs - Henri Lopes, Théophile Obenga, Tchitchellé Tchivela - dans un film réalisé pour cette manifestation, par les dirigeants des institutions qui l'accompagnaient - le doyen et le recteur de l'Université Marien-Ngouabi, l'ambassadeur de France, la directrice de l'IFC -; mais aussi la présence dans les travées de la salle de conférence de l'Institut français de centaines de collégiens et d'étudiants venus assister aux conférences et aux débats.

Comme l'a fait remarquer très justement l'auteur et ministre d'Etat, Henri Djombo, à l'occasion d'un débat avec le Pr André Patient Bokiba, *Présence Africaine* vit aujourd'hui plus encore qu'hier. Loin de s'affaiblir avec le temps, son influence dans le monde littéraire continue de marquer l'évolution des idées sur la place que l'Afrique doit occuper dans une sphère mondiale en pleine évolution. Il importe donc au plus haut point de l'accompagner dans sa démarche intellectuelle. Et c'est bien ce qui s'est dit en aparté lors de la magnifique et très musicale croisière sur le fleuve Congo que nous avons offerte, vendredi, à des invités venus de tous les horizons.

Alioune Diop, là où il repose, peut être rassuré : *Présence Africaine* sera demain plus vivante et donc plus influente que jamais.

Les Dépêches de Brazzaville

MOIS DE L'AMITIÉ

La 55^e édition met l'accent sur l'indépendance alimentaire au Congo

L'Association congolaise d'amitié entre les peuples (Acap) a lancé, le 23 mai à Brazzaville, l'édition 2019 du mois de l'amitié sur le thème « Donnons la priorité à l'agriculture pour sortir le pays de la dépendance alimentaire ».



Vital Balla entouré de l'ambassadeur de Cuba et du président départemental de l'Acap/Adiac

Messenger de la paix des Nations unies depuis 1986, l'Acap s'est engagée, il y a près de vingt ans, dans la lutte contre la pauvreté plurielle au Congo. Ceci, dit-elle, après la lutte de libération de peuples pour un développement durable. En effet, consciente du fait que sans paix il n'y a pas de développement et sans développement il n'y a pas de paix, l'Acap compte créer, avec l'appui de ses partenaires, des conditions idoines par une forte mobilisation afin de se maintenir sur l'orbite.

Considéré comme un haut lieu d'échange et de réflexion avec les partenaires internes et externes pour un développement visant à

lutter contre la pauvreté, le mois de l'amitié couvre la période allant du 23 mai au 19 juin. Il sera ponctué par des activités culturelles, notamment des conférences-débats autour du thème central. « La fédération congolaise des ONG, fondations et associations de développement, plate-forme spécialisée, doivent appuyer et soutenir l'action de l'Acap afin d'inciter la population congolaise, en général, et sa jeunesse, en particulier, pour le travail de la terre et de ses dérivés, gage de développement tous azimuts pour se prendre en charge », invite l'Acap.

Lançant les activités, en pré-

sence de l'ambassadeur de Cuba au Congo, José Antonio Garcia Gonzalez, le président de l'Acap, Vital Balla, a rappelé que son organisation attachait du prix aux questions liées à la transformation des produits agricoles et à l'élevage sur place. « Depuis l'existence de notre association, nous avons signé des accords de partenariat multiformes avec des organisations sœurs de par le monde. La formation des cadres futurs a été l'une de nos préoccupations. Il sied de rappeler que 4 973 cadres futurs ont été formés auprès desdits partenaires à travers le monde », a-t-il souligné.

Insistant sur la notion de paix à laquelle cette ONG est attachée, Vital Balla s'est félicité de la pacification du département du Pool grâce à l'implication personnelle du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui a également porté le message de paix à travers tout le continent africain.

Parfait Wilfried Douniama

« La fédération congolaise des ONG, fondations et associations de développement, plate-forme spécialisée, doivent appuyer et soutenir l'action de l'Acap afin d'inciter la population congolaise, en général, et sa jeunesse, en particulier, pour le travail de la terre et de ses dérivés, gage de développement tous azimuts pour se prendre en charge »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE DES PARTIS

La DDC célèbre son dixième anniversaire sous le signe d'un nouvel engagement politique

Créée le 25 mai 2009, la Dynamique pour le développement du Congo (DDC) a totalisé, le 25 mai, ses dix ans d'existence. Commémorant cet événement, son président national, Armand Mpourou, a annoncé que son parti entend apporter des solutions plus pragmatiques, fondées sur le concret.



Armand Mpourou délivrant son mot de circonstance, le 25 mai à Adiake

Dans son discours solennel, délivré en présence des militants et sympathisants, Armand Mpourou, se réclamant être de la droite et de l'opposition, a estimé que son parti entend porter un discours de vérité afin d'être à la hauteur des enjeux de l'heure.

« La DDC souhaite porter des solutions pragmatiques ancrées dans le réel, mais fondées sur les valeurs essentielles, telles que le progrès et la justice sociale, la rigueur, la baisse des impôts, le respect de

l'homme et de l'environnement. Nous faisons de la lutte contre le chômage et la précarité, notre priorité », a indiqué Armand Mpourou.

De même, cette formation politique inscrit la lutte contre les inégalités parmi ses actions phares afin de permettre à chaque citoyen congolais de participer activement au développement démocratique et au bon fonctionnement des institutions, afin d'impulser une démocratie durable. « Pour convertir cette vision en projet à la fois ambitieux, visionnaire et pragmatique, la DDC propose une alternative équilibrée et soutenable, avec des objectifs de court, moyen et long terme. Pour y parvenir, il nous faut élaborer une méthode de travail progressive, créatrice et volontariste, fondée sur un engagement de résultat. Les Congolais sont inquiets du déclassement social et de l'avenir de leurs enfants et attendent les réponses à tous ces problèmes », a renchéri le président de la DDC. A l'occasion, Armand Mpourou a décoré quelques militants de son parti ayant œuvré inlassablement à sa bonne marche pendant ces dix dernières années.

Firmin Oyé

GESTION FORESTIÈRE

Les indicateurs de performance en cours de validation

Un atelier sur la problématique s'est ouvert, à Brazzaville, le 24 mai, et vise à doter la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac) d'un outil pour évaluer les efforts consentis par le Congo dans l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD).

tière forestière en lien avec les ODD. Pour sa part, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture apportera un appui financier et technique afin



La photo de famille

La Comifac et ses partenaires, notamment l'Institut national de la statistique, les points focaux de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et les catastrophes ainsi que les organisations de la société civile sont en conclave pour examiner les pistes de solutions à la gestion durable des forêts.

« Il s'agit de doter la Comifac d'un outil d'évaluation des efforts des Etats membres dans la mise en œuvre des ODD en général et ceux relatifs aux forêts en particulier », a fait savoir Joseph Mouiboulou, directeur général de l'Economie forestière.

La rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à l'élaboration des directives de la Comifac pour le suivi des ODD relatifs aux forêts. Le projet est constitué de dix-sept ODD se déclinant en cent soixante-neuf cibles et deux cent trente et un indicateurs. Les ODD, rappelons-le, vise, entre autres, à éradiquer la pauvreté et la faim dans le monde, à améliorer la santé, à bâtir des villes durables et à lutter contre les changements climatiques.

La Comifac s'est donc fixée pour mission d'assurer le suivi des progrès réalisés par les Etats en ma-

que ce projet soit mené à bien. Le Congo, le Gabon, la République centrafricaine, le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Rwanda, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Tchad et le Sao Tomé-et-Principe, se sont engagés à mettre en œuvre ces objectifs à l'instar des autres Etats à travers le monde.

Rappelons qu'en septembre 2015, les Nations unies avaient adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030 comme plan d'actions qui oriente la vision du développement mondial pour les quinze prochaines années.

Gloria Lossele (stagiaire)

LE FAIT DU JOUR

RDC : enfin, Ilunga!

L'oiseau rare, que le président Félix Tshisekedi recherchait depuis quatre mois, pour occuper le poste de Premier ministre de la République démocratique du Congo (RDC), s'est révélé être M. Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Où se cachait-il donc pendant tout ce temps, pourrait-on se demander ? En réalité pas très loin, puisqu'il est membre du PPRD, le parti de l'ex-président Joseph Kabila, et donc aussi du Front commun pour le Congo (FCC), la coalition qui a gagné les élections législatives et provinciales l'année dernière. Il a fallu sans doute établir si Ilunga ferait le pont entre le nouveau chef de l'Etat et son prédécesseur que tout apprend pour l'instant à travailler ensemble.

Sexagénaire, plusieurs fois ministre, cet homme appelé « à la barre » pour reprendre le titre de nos confrères de Radio France internationale a donc la mission de conduire la nouvelle équipe gou-

vernementale qui attend d'être constituée. Le 24 janvier 2019 est la date de la prestation de serment de Félix Tshisekedi, le 20 mai 2019, celle de la nomination du Premier ministre. On pourrait peut-être patienter encore un peu, le temps de voir le FCC et le Cap pour le changement (Cash), les deux plates-formes au pouvoir à Kinshasa, s'accorder sur les noms des ministres et la dénomination des ministères avant d'en publier la liste finale.

Pendant quatre mois, Félix Tshisekedi et Joseph Kabila auront fait preuve de dépassement de soi, les dissensions possibles qu'ils ont pu avoir pour trouver un Premier ministre « convenable » aux deux camps n'ayant pas donné lieu à un quelque affolement dans le pays. Mais l'ossature de l'équipe gouvernementale à venir pourrait tout de même renseigner sur le prolongement de la mésentente cordiale entre eux, surtout quand on verra, comme

dit plus haut, l'intitulé des fonctions attribuées aux uns et aux autres. Combien, par exemple, y aura-t-il de vice-Premiers ministres ? A quel allié reviendront les portefeuilles régaliens comme la Défense, l'Intérieur, les AE, les Finances ou encore l'Industrie ?

A ces arbitrages qui ne manqueront pas de faire prendre du temps aux décideurs du Cach et du FCC, il faudrait ajouter la posture du Premier ministre lui-même. En raison de son expérience politique et administrative, il lui est accordé un préjugé favorable au sein de l'opinion nationale. Il lui restera cependant de se rendre maître du jeu en prenant le dessus sur ses ministres si, néanmoins, ceux qui les lui proposeront le rendent responsable du comportement de chacun d'eux. A ce prix, peut-être, Sylvestre Ilunga Ilunkamba pourrait s'avancer un peu plus loin dans l'engagement qu'il a pris, aussitôt sa nomination actée, de

« contribuer à l'amélioration des conditions de vie des citoyens congolais dans la transparence et la bonne gouvernance ».

Sylvestre Ilunga Ilunkamba a aussi rappelé que son pays traversait « un moment crucial de son histoire ». Il est vrai qu'un tel constat peut prendre sa source sur une période bien plus longue que les trois années (2016-2019) du passage à vide provoqué par l'attente des élections générales. Comme la plupart de ses voisins en Afrique centrale ou dans les Grands Lacs, la RDC est en crise depuis bien longtemps. Il semble que comme ces derniers, toutes les périodes de son histoire se sont avérées cruciales : indépendance, parti unique, démocratie, guerres civiles, etc. Le mieux pour tous serait, quand apparaîtrait une éclaircie (c'est bien le cas pour Kinshasa aujourd'hui), d'œuvrer à dépasser la bonne intention.

Gankama N'Siah

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

De nombreux défis attendent la réunion inaugurale du comité national

Les autorités de contrôle vont lancer leurs activités, le 28 mai à Brazzaville, conformément aux recommandations du Fonds monétaire international.

La gestion de la dette publique au Congo est répartie à différentes entités étatiques, dont la Caisse congolaise d'amortissement qui administre la dette extérieure et le Trésor public qui gère la dette intérieure sous forme de titres publics par adjudication. D'autres opérations particulières comme emprunt obligataire sont gérées directement par le cabinet du ministre des Finances et du budget.

En effet, un diagnostic du cadre institutionnel de gestion de la dette, mené par les partenaires techniques et financiers, a révélé de nombreuses failles, entre autres : « une dispersion des activités de la dette entre plusieurs structures sans qu'un dispositif de coordination ne soit opérationnel ; l'absence d'une stratégie de gestion ; un manque de transparence sur certaines opérations d'endettement extérieur ; etc. ».

Le Comité national de la dette publique (CNDP) a été mis en place en 2008 (décret no 2008-56), afin de coordonner les activités de la dette, d'orienter la politique d'endettement du pays et d'émettre un avis motivé sur tout nouveau projet d'endettement. Mais cette structure n'a jamais été opérationnelle ; pendant ce temps, les conventions d'emprunt sont signées sans son avis. Cette situation est en partie, selon les partenaires, à l'origine de l'augmentation rapide ces dernières années du niveau de la dette publique et de son coût ; du manque de transparence dans le processus d'endettement ; ainsi que des difficultés d'accès au marché sous-régional des titres publics, avec pour cause l'augmentation du risque pays.

Quant à l'hibernation constatée du CNDP, d'aucuns soulignent l'absence de volonté de la part de certaines autorités ; un manque de sensibilisation des structures de la chaîne de la dette et des administrations concernées sur les attributions du comité et l'importance de sa mission, etc.

Fiacre Kombo

AGRICULTURE

Des techniciens sensibilisés à l'usage excessif des pesticides

Les produits chimiques sont souvent utilisés pour éliminer les mauvaises herbes, les insectes, les parasites... Mais le gouvernement congolais et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) veulent réduire le recours à ces substances jugées toxiques pour la santé humaine et l'environnement.

Un atelier de renforcement des capacités des agents du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche sur l'usage excessif des pesticides s'est tenu, les 22 et 23 mai, à Brazzaville. Cette activité s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Appui au renforcement des capacités sur l'identification des préparations pesticides extrêmement dangereuses et la promotion des alternatives nécessaires ».

La rencontre, selon les initiateurs, a

permis d'apporter une connaissance d'ensemble concernant les conventions internationales sur les produits chimiques et sur le comité inter-États des pesticides de l'Afrique centrale, ainsi que de sensibiliser les directeurs départementaux de l'agriculture, les chefs de secteur, les responsables de la protection des végétaux à l'utilisation rationnelle de ces matières. Pour le coordonnateur du projet Congo-FAO, Maurice Obambi, les participants ont été chargés d'in-

former, en retour, les producteurs de leurs localités respectives. « Lorsque les pesticides sont utilisés de manière incontrôlée dans la culture maraîchère, ce sont non seulement eux-mêmes qui sont exposés, mais aussi les consommateurs avec le risque des maladies respiratoires voire le cancer. L'utilisation a aussi des effets sur les animaux et l'environnement », a averti Maurice Obambi.

Il y a néanmoins des précautions à prendre, a recommandé cet expert, notamment éviter de manger ou de fumer au moment de pulvériser le pesticide ; d'éviter de toucher les yeux lors du traitement. Le dosage également peut avoir des effets sur la qualité de la récolte destinée à la consommation.

Outre les campagnes de sensibilisation, le projet Congo-FAO contre les pesticides mène d'autres initiatives pour essayer d'amener les agriculteurs à comprendre le risque provoqué par la substance. L'équipe va bientôt publier les résultats d'une enquête nationale qu'elle a conduite sur l'usage des différents produits chimiques dans le pays. « Mais la sensibilisation reste un aspect primordial dans la lutte contre les pesticides agricoles, à savoir les insecticides, herbicides, fongicides bactéricides, parasitocides », a-t-il insisté.

F. K.



Les participants lors des travaux en groupe

Odzala Kokoua Foundation is looking for a qualified person to fill the position: SENIOR FINANCIAL ACCOUNTANT JOB SUMMARY

To assist the Financial Controller in the day-to-day operations of the accounts and finance function including but not limited to compliance, controls, donor and partner management, reporting, budgets and staff capacity building. Ensure all relevant financial compliance and audit requirements are adhered to while ensuring all financial data are accurately captured in the Concern financial system. S/he will provide support & guidance to senior managers, budget holders in donor compliance issues and budget monitoring. The incumbent will oversee the completion of Kenya management accounts by due date and distribution to budget holders and, prepare draft Financial Report Package and Budget for review by the Country Financial Controller as per Concern cycle

Main Duties & Responsibilities:

- Budgets and Budget Revisions as per Concern Budgeting Cycle
- Follow up on timely submission of budgets from budget holders and undertake review of draft budgets to confirm that it reflects as accurately as possible the financial impact of proposed activities
- Assist in consolidating finalized Budget Data in to the standard budget pack.
- Generate revised budget codes based on revised budget
- Ensure appropriate and updated soft and hard copy filing and documentation of the budget information exists.
- Financial Reporting Pack (FRP) as per Concern Reporting Cycle
- Assist the Financial Controller during

financial report (FRP) preparations by producing a draft FRP for review with the Financial Controller.

- Assist in addressing FRP review feedback from HQ
- Properly file the final FRP after feedback both in soft and hard copies
- Undertake periodical joint review (at least quarterly) of management accounts with budget holders based on agreed upon arrangements
- Review of transactions processed by bookkeepers/cashiers
- Processing of journals including depreciation, payroll, etc
- Monthly reconciliations for the closing of the books

Donor Management (Budgeting, Reporting, Filing)

- Ensure all relevant donor guidelines, policies, circulars and procedures are readily available, streamlined, complied with during both planning, implementation and closeout of grants.
- Liaise with Programmes and Prepare/update a schedule of all reports to be submitted during the year. Ensure that donor report are prepare on time.
- Participate in periodic joint review of donor reports with budget holders upon arrangements
- Perform budget eligibility tests against donor guidelines/requirements during new budget development
- Represent finance in new proposal/budget development process
- Ensure appropriate and updated soft

and hard copy filing and documentation regarding donor budget and report exists Staff Management

- Managing direct reports to ensure delivery of results
- Coaching and mentoring finance staff that has potential to rise to more senior level positions in the organization.
- Provide induction on finance for newly joined and maintain up-to-date induction materials
- Assist in development of the capacity of local finance team in the HO and programme field offices to ensure a high standard of financial management is maintained.
- Participate in facilitating/organizing training to finance and non-finance managers in consultation with the Financial controller

Other Duties and Responsibilities

- Assist in the management of audit (internal and external) process
- Pay regular supervisory field visits
- Represent the Finance Department internally and externally
- Maintain good communications within the team and ensure that all information is shared within the team
- Ensuring the non-disclosure of any information acquired in the course of duty, relating to the practices and business of Concern Worldwide, to any other person or Organization except in normal execution of the above duties
- Ensuring strict guardianship and security of financial data and documents at all times, including secure storage, accu-

rate & complete filing and limiting access to the finance office to authorized personnel only

- Ensuring, along with all staff, that all activities are implemented and managed in a transparent participatory manner and in line with Concern Worldwide policies and procedures

Job Specification:

- A Degree in Commerce, Finance, Accounting or related field
- At least seven (2) years' experience working in a similar role.
- Knowledge of international donors' rules, tools and templates will be a plus
- Proficient in computer software applications including at least one accounting/financial software, preferably Serenic or Microsoft standard Navision, Word and Excel
- Confidentiality, integrity, accountability and attention to detail
- Strong communication, interpersonal, organization and planning skills
- Fluent in both spoken and written English and French

Disclaimer Clause

This job description is not exhaustive and may be revised by the line manager from time to time.

How to apply:

Interested candidates, who meet the above requirements, should send a CV and Cover Letter only to pnok@africanparks.org with the subject of the email as 'Senior Financial Accountant

EAUX TRANSFRONTALIÈRES

La CEEAC envisage la création d'un organisme de gestion du bassin Ogooué-Ntem-Nyanga et Komo

Les experts en hydraulique ont examiné, du 23 au 24 mai à Brazzaville, le rapport de l'état des lieux multi-sectoriel du projet d'appui à la création d'un organisme de bassin transfrontalier entre le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Cameroun ainsi que la préparation des projets d'investissement (Pacobt-PPI).

L'initiative de création de l'organisme de gestion des eaux transfrontalières est financée par la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Elle a obtenu un financement du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) et de la Banque africaine de développement (Bad).

La réunion des experts a permis de disposer de l'état des lieux des bassins versants et de réfléchir aux éléments de base aidant à conforter l'organisme transfrontalier en création. « *Un organisme de bassin transfrontalier est un dispositif institutionnel permanent, gérant les eaux au moins dans deux pays et qu'on distingue trois niveaux de mandats globaux, notamment d'information, consultatif et décisionnel* », a déclaré Désiré Ndemazaga, coordonnateur Eau à la CEEAC.

Le projet s'inscrit dans les stratégies d'intervention du secrétariat

général de la CEEAC en exécution de la déclaration de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, adoptée en 2007, sur la gestion intégrée des ressources en eau en Afrique centrale afin d'appuyer le Cameroun, le Gabon, le Congo et la Guinée équatoriale à mettre en place un cadre formel de gestion durable des ressources en eaux partagées.

Il a trois composantes, à savoir l'appui à la création d'un organisme de bassin transfrontalier et renforcement des capacités, la préparation des études d'investissement ainsi que le suivi des ressources en eau et enfin la gestion du projet.

« *Dans le monde entier, il y a des lacs et des fleuves qui sont partagés par plusieurs pays. Et, on encourage à ce que les eaux qui sont partagées soient gérées par un organisme inter-Etats pour éviter les conflits. Par exemple, le fleuve Ogooué prend sa source au Congo et au niveau du Gabon. Ce fleuve sert*



Des experts en séance de travail/Adiac gestion commune, la rédaction de la prochaine convention », a indiqué Yannick Lionel Nkodia, directeur de cabinet au ministère de l'Energie et de l'hydraulique. Rappelons que les fleuves Ogooué, Ntem, Nyanga et Komo traversent plusieurs pays, notamment le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et le Cameroun.

Fortuné Ibara

à la navigation, à la production du courant électrique et à la pêche. Si le Congo construit des ouvrages sur l'Ogooué, dans sa partie et bloque l'eau, cela provoquera une catastrophe de l'autre côté du Gabon », a expliqué Didas Amboulou, directeur général par intérim de l'Hydraulique.

La CEEAC a adopté la politique

régionale de l'eau dont l'objectif général est de contribuer à la réduction de la pauvreté et à la croissance économique dans l'espace de la communauté, en mettant une gestion intégrée des ressources en eau. « *Les enjeux techniques sont énormes. Ayez comme souci principal : l'efficacité de l'organisme de gouvernance de ces bassins, la*

GESTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES

Une préoccupation pour les acteurs socio-économiques

Une journée scientifique portant sur l'impact des changements climatiques sur les communautés de pêche de Brazzaville s'est tenue le 23 mai, dans la salle de conférences de l'Irssen (ex-Orstom).



L'organisation de la rencontre visait non seulement à éclairer la société congolaise sur le phénomène de changement climatique ainsi que ses effets, mais aussi à proposer, par le biais des chercheurs, des approches de solutions sur les impacts qui gangrènent les communautés des pêcheurs afin que ces derniers trouvent des solutions résilientes à cette problématique qui menace leur survie.

C'est ainsi que plusieurs thèmes ont été développés, entre autres, « Gestion de la ressource en eau pour une pêche durable » ; « Poissons de mer ou poissons d'eau douce » ; « Pourquoi la différence de prix ? » ; « L'impact psychologique des changements climatiques chez les pêcheurs de la communauté de pêche des cascades de Brazzaville ».

Le directeur général du Centre de recherche et d'études en sciences sociales et humaines, le Dr Guy Moussavou, a fait savoir qu'après une enquête, les chercheurs ont pu identifier deux types de profil. Le premier est celui des pêcheurs mus par des intérêts financiers qui vont donc s'investir dans la pêche pour subvenir à leurs besoins quotidiens. Ici, l'engagement dans cette activité

est pour acquérir une expérience qui permettra à terme de pouvoir gérer les revenus. Le second profil, quant à lui, est celui des pêcheurs qui ne respectent pas l'environnement dans l'exercice de leur activité. Ils s'y investissent sans avoir les outils appropriés. Aussi les chercheurs suggèrent-ils qu'il y ait création d'un réseau en forme d'une structure qui soit à la fois une ONG ou une structure spécialisée dans les techniques de pêche pour pouvoir accompagner les pêcheurs, les aider à faire que les techniques de pêche soient améliorées, et que cette activité soit génératrice de revenus.

Concernant le changement climatique, Fortuné Salabiakou, président du groupement des pêcheurs du pont du Djoué, a relevé que la pêche continentale est devenue de plus en plus difficile. « *Nous avons des pluies qui tombent en abon-*

dance. Et lorsqu'elles tombent, elles provoquent des érosions qui entraînent du sable dans les cours d'eau et de facto, la production s'amoindrit. Ainsi, vous n'avez plus suffisamment de poissons dans la zone », a-t-il souligné.

Fortuné Salabiakou a aussi insisté sur le mouvement des eaux. « *Lorsque le niveau d'eau baisse, il y a diminution de poissons. Cependant, la montée des eaux entraîne un phénomène contraire. A côté de cela, il y a la préservation de l'écosystème ; dès que les herbes sont coupées, les poissons sont privés de maternité et préfèrent migrer. Les activités humaines sont à l'origine de la pénurie de poissons* », a-t-il laissé entendre. Il a ajouté que l'Etat doit prendre des mesures dissuasives, traquer les utilisateurs de filets à petites mailles, réglementer le secteur pour faire plier les fossoyeurs de l'environnement.

Guillaume Ondzé

PROMOTION DES DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES

Le Giohac mène une campagne de sensibilisation dans des écoles

Le Groupement des intellectuels et ouvriers handicapés du Congo (Giohac), que dirige Ghislain Serge Kimbouanga, a animé une conférence-débat, le 23 mai à l'école primaire Mbiemo, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, Bacongo, sur le thème « La personne vivant avec handicap aussi compte dans la société ».

La causerie-débat a été organisée dans le cadre de la deuxième journée de sensibilisation des écoliers au projet dénommé « Intégration scolaire et socio professionnelle des personnes vivant avec handicap à Bacongo », co-financé par l'église vaudoise italienne. Un projet qui vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant avec handicap dans cet arrondissement.

En collaboration avec l'ONG italienne Communauté promotion et développement, représentée par Selenia Franca, le Giohac a édifié les élèves de Mbiemo sur les situations diverses de handicap ainsi que sur les difficultés que ces personnes rencontrent dans leur vie quotidienne. Les apprenants ont été exhortés à manifester de l'amour envers leurs collègues vivant avec handicap.

Participant à cette causerie-débat, le coordonnateur de l'ONG Handicap Afrique, André Kabi, a émis le souhait de voir les parents d'élèves prendre part à ce genre de rencontre. « *Les parents ne doivent pas cacher les enfants vivant avec handicap dans les maisons au risque d'alourdir leur infirmité. L'enfant handicapé est comme tout autre enfant car il a des capacités de faire quelque chose dans la société* », a-t-il dit.

Le directeur de l'école primaire de Mbiemo, Guy Bonazebe, a salué l'initiative de ces organisations non gouvernementales. Il a indiqué que désormais, il pourra orienter ces enfants vers des écoles spécialisées, en fonction de leur handicap.

Lydie Gisèle Oko



LA CONGOLAISE DES ROUTES
N'ZILA YA BETO, AVENIR YA BETO
Notre route, notre avenir

La Route Nationale 1 (RN1), est un corridor indispensable, moderne et sécurisé, qui obéit à la stratégie d'aménagement du territoire, de développement économique et humain du Congo.

Afin de pérenniser la qualité de ce patrimoine et de renforcer ses infrastructures, la Congolaise des Routes (LCR) a 3 objectifs principaux : entretenir ses infrastructures, développer la sécurité et proposer des services aux usagers.

Entretien, c'est procéder aux opérations d'entretien courant comme le nettoyage, la réparation des nids de poule, des panneaux de signalisation, le curage des systèmes d'assainissement, mais c'est également des opérations d'entretien lourd comme la réfection des chaussées, la maintenance des ponts et des bâtiments. Dans ce cadre, nous appliquerons la législation en vigueur dans la zone CEMAC relative aux charges par essieux. Ainsi, pour des raisons de sécurité et afin de pérenniser l'infrastructure, les poids lourds en surcharge ne seront plus autorisés à circuler sur cette route.

Développer la sécurité, c'est communiquer sur les dangers de la route et mettre en place des

systèmes de sécurité préventifs et efficaces. C'est pourquoi un centre d'appel innovant (joignable par tous les moyens : téléphone, internet, courrier), sera mis à la disposition des usagers pour leur porter assistance. Des agents professionnels seront à leur écoute 24h/24 et 7j/7 et coordonnerons les solutions adéquates à leurs besoins (dépanneuses, pompiers, ambulances, patrouilleurs de route, forces de l'ordre).

Proposer des services aux usagers, c'est à court et moyen terme, mettre en place des abonnements pour les différents types d'usagers (Août 2019), des moyens de paiement par coupons (Avril 2019), puis mobile (Mobile Money), augmenter le nombre de stations-services, mettre à disposition des restaurants, boutiques, aires de stationnement, aires de repos, aires de services, de dépannage et d'assistance.

L'ensemble de ces services seront financés grâce aux revenus des péages, qui seront mis en fonction progressivement.

Les tarifs des péages ont été fixés par le Décret Présidentiel N° 2019-39 du 28 Février 2019. Ils tiennent compte de l'impact sur la chaussée de chaque catégorie de véhicule.

Classe de véhicule	Tarif par péage
Classe 1 VL	1 500 XAF
Classe 2 4x4	2 000 XAF
Classe 2b Minibus	3 000 XAF
Classe 3 Autocar	13 000 XAF
Classe 3b Camion 2 essieux	20 000 XAF
Classe 4 Camion 3 essieux	40 000 XAF

Un tarif de lancement est proposé dans les gares de péages de Lifoula, Mengo, Moukondo, Yié jusqu'au 31 Aout 2019.

Classe de véhicule	Tarif par péage
Classe 1 VL	500 XAF
Classe 2 4x4	1 000 XAF
Classe 2b Minibus	1 500 XAF
Classe 3 Autocar	6 500 XAF
Classe 3b Camion 2 essieux	10 000 XAF
Classe 4 Camion 3 essieux	20 000 XAF

(Informations disponibles sur « www.lacongolaisedesroutes.cg » ou via « Facebook » et « LinkedIn »).

La Congolaise des routes vous souhaite la bienvenue sur son réseau et une très bonne route.
Beto kenguedila n'zila ya beto samu na mbassi
Préservez notre route, pour protéger notre avenir

AFRIKAN CAMPUS

We will make you love learn and apply

DÉCOUVREZ
NOTRE OFFRE
CORPORATE



COMMENT RENFORCER
LES COMPÉTENCES DE
VOS COLLABORATEURS ?

COMMENT MANAGER SES
ÉQUIPES POUR CRÉER DE
L'INTELLIGENCE COLLECTIVE ?

L'AFRIKAN CAMPUS dispense des formations pratiques en management et leadership pour renforcer les compétences de vos collaborateurs et accroître la performance de votre entreprise.

Management des achats, audit et contrôle de gestion, gouvernance d'entreprise, anglais, marketing et communication, transformation digitale des entreprises, développement de l'entreprise, ressources humaines, QHSE..., nous avons la formation pour accompagner votre stratégie.

Après Brazzaville, **NOUS DÉPLOYONS DÉSORMAIS NOS FORMATIONS SUR POINTE-NOIRE** pour répondre aux demandes des apprenants et de leurs directions.

VOTRE RÉUSSITE EST NOTRE SUCCÈS !

Des solutions sur mesures adaptées aux besoins de vos collaborateurs : cotation, fiches de formation, facture Pro forma, conseils et objectifs ciblés...

Contact :

+242 06 844 5867 +242 05 536 6979 +242 06 952 8569
info@brazzaville-mba.com

AFRIKAN CAMPUS, Tours Jumelles Villarecci, Avenue Amilcar Cabral, face Hôtel Radisson, Brazzaville (CONGO)
+ 242 06 844 5867 - + 242 05 536 69 79 + 242 06 959 1285 - + 242 06 941 907 92 - info@brazzaville-mba.com
www.brazzaville-mba.com - www.afrikancampus.paris

BRAZZAVILLE-MBA
INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL
est une marque du groupe
AFRIKAN CAMPUS
Paris, Casablanca, Abidjan, Dakar

RESTRUCTURATION DES QUARTIERS PRÉCAIRES

Les jeunes de « Sukissa » invités à ne pas perturber le projet

L'appel a été lancé par le maire de la commune de Ouenzé, Marcel Ganongo, le 24 mai, lors de la restitution de l'étude territoriale du quartier cible Sukissa, réalisée par le consortium Gerad-AIDL, maître d'œuvre sociale du Projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap).

Les jeunes du quartier Sukissa sont conviés à contribuer à la réussite des opérations s'inscrivant dans la mise en œuvre du Durquap. Quelques uns d'entre eux, en effet, se sont regroupés pour imposer aux ingénieurs le schéma à suivre, une exigence qui ne cadre pas avec les règles de l'art.

« J'ai tenu à venir personnellement à cette restitution pour demander aux jeunes qui exigent à ce que le pavage commence par leur ruelle d'arrêter de nuire au bon déroulement du projet. Vous devez plutôt prendre conscience de ce précieux don qui nous est offert », a lancé le maire, en langue vernaculaire (lingala), pour mieux faire passer le message.

« Vous devez vous réjouir du fait que votre zone a été sélectionnée parmi les dix quartiers que compte notre commune. La réussite du projet ici dépendra de notre attitude », a-t-il relevé.

Notons que l'étude diagnostique territoriale avait pour but de détermi-



Les responsables et les habitants du quartier Moukoundzi-Ngouaka

ner, entre autres, les problèmes, les forces et faiblesses, les attentes de la population vivant dans des quartiers cibles du projet, leur perception ainsi que les enjeux économiques, environnementaux et sociaux. Il en ressort que le cadre de vie des ménages de Sukissa est caractérisé par un habitat précaire, des problèmes d'évacuation des ordures ménagères et des eaux usées plus des inondations. À cela s'ajoute le non-curage des canaux

d'évacuation. 93, 7% de la voirie est en totale dégradation. Sukissa est confronté à des défis relatifs à la pauvreté et la violence urbaine. C'est pourquoi, un accent devra être mis sur l'appui aux filières économiques en vue d'améliorer le niveau de revenus des ménages.

S'agissant de Moukoundzi-Ngouaka, l'étude révèle que le quartier est sujet à plusieurs précarités, notamment celles liées aux contraintes physiques, aux risques

et vulnérabilités. Les terrains impropres à l'urbanisation, la promiscuité des habitations, le taux de chômage élevé, le faible niveau de vie, les déviances de toutes formes sont autant de maux qui minent ce quartier qui fait également l'objet d'une occupation anarchique.

Conscient des défis à relever dans le cadre de la mise en œuvre du Durquap, l'ingénieur civil-urbaniste dudit projet, Remy-Philippe Mouyabi, a souligné : « Le bureau

que nous avons pris pour les études techniques pour l'assainissement et la construction des voiries a pris en compte toutes ces contraintes. Je pense que c'est un défi que nous allons relever, c'est la raison d'être de notre projet ».

Signalons que la responsable de la commission Environnement et développement durable à l'Assemblée nationale, Marie Jeannne Koulobou, a pris aussi part à l'atelier de restitution de Ouenzé.

Cofinancé par le Congo et la Banque mondiale (BM), à hauteur de cent vingt millions de dollars, (quarante millions apportés par la BM et quatre-vingts millions par le gouvernement congolais) pour une durée de cinq ans, le Durquap a pour objectif d'améliorer le cadre de vie des quartiers précaires sélectionnés à Brazzaville et Pointe-Noire et de permettre à la population d'avoir accès aux infrastructures et services de base décentes.

Lopelle Mboussa Gassia

EDUCATION

Le Congo renforcera la mise en œuvre de l'intelligence artificielle dans l'enseignement

À la Conférence internationale sur l'intelligence artificielle (IA) et l'éducation tenue récemment en Chine, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, a fait savoir que le Congo s'attelle à mettre en place des stratégies pour développer cette intelligence afin d'offrir une éducation de qualité à tous dans les conditions optimales d'apprentissage.



Le ministre Anatole Collinet Makosso lors de la Conférence sur l'intelligence artificielle

L'intelligence artificielle est l'ensemble des théories et techniques développant des programmes informatiques capables de simuler certains traits de l'intelligence humaine : le raisonnement et l'apprentissage notamment. Sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), la Chine a récemment abrité une conférence internationale réunissant soixante-dix pays à ce sujet. Anticipation et développement des compétences nécessaires à la vie et au travail à l'ère de l'IA ; Tendances les plus récentes de l'IA et la façon dont elles façonnent l'éducation et l'apprentissage ; Nouvelles politiques et stratégies visant à tirer parti de l'IA pour atteindre les objectifs de développement durable ; Partenariats internationaux pour la promotion d'une utilisation équitable, inclusive et transparente de l'IA dans l'éducation sont des thèmes abordés lors de cette rencontre.

Selon le ministre Anatole Collinet Makosso, de profondes mutations sont en cours au Congo pour relever le défi du progrès par l'innovation dans les secteurs de l'éducation, la santé, le commerce et bien d'autres. « Nous faisons nos premiers pas en matière de l'intelligence artificielle dans certaines approches pédagogiques, notamment la

formation des enseignants. Nous le faisons aussi pour l'éducation non formelle dans le secteur de l'alphabétisation afin de renforcer les capacités d'apprentissage au profit de nos compatriotes », a-t-il indiqué.

Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, a évoqué les retombées du projet Unesco-Cfit au Congo. Lequel a permis de former le personnel enseignant et non enseignant aux technologies de l'information et de la communication... Le même projet a soutenu l'élaboration des scénarios pédagogiques en mathématiques, physiques, sciences de la vie et de la terre... Ces scénarios sont accessibles sur le portail d'apprentissage en ligne, enrichi d'une bibliothèque en ligne où sont rassemblés les outils de formation et pédagogiques qui peuvent être actualisés en permanence.

Tête-à-tête

Lors de son séjour de travail en Chine, le ministre Anatole Collinet Makosso a échangé avec son homologue chinois de l'éducation. Une occasion, selon lui, de renforcer la coopération entre le Congo et la Chine dans le secteur éducatif. La réactualisation du cadre juridique de l'école consulaire du Congo implantée en terre chinoise depuis 1974, la formation du personnel enseignant en langue chinoise qui est d'ailleurs enseignée dans le système éducatif congolais au lycée font partie des sujets évoqués lors de cette entrevue.

Rominique Makaya

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le Congo veut regrouper les chercheurs en réseaux

Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au Congo, Lucien Manga, et le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, ont échangé sur la nécessité de créer les réseaux des chercheurs en santé publique, pour donner à tout le monde la possibilité de répondre avec précision scientifique aux problématiques liées au développement.

« La recherche est fondamentale. Elle fait partie des fonctions essentielles de nos attributions. Nous avons la responsabilité de l'inclure partout en créant des réseaux des chercheurs pour que chacun puisse trouver sa place car, pour mieux cerner une problématique, il faut faire partie du milieu », a indiqué le représentant de l'OMS lors de l'entrevue avec le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique.

Pour trouver des réponses sur des questions de santé publique, il est donc nécessaire de s'appuyer sur la recherche.

En affirmant la disponibilité de l'OMS à accompagner le Congo dans ce processus, Lucien Manga a proposé la mise en place d'un cadre de concertation entre les deux parties pour saisir les opportunités qui se présentent afin de concrétiser certains projets. Ainsi, les techniciens du ministère et de l'agence onusienne seront en conclave sous peu pour faire un état des lieux, définir les axes prioritaires en se fondant sur la politique nationale en matière de recherche scientifique. Ce qui finalement permettra à l'OMS de déterminer les aspects sous lesquels elle apportera son soutien.

« Nous devons quantifier tout cela et, en tout état de cause, il nous reviendra de parapher les engagements que nous allons prendre pour véritablement arriver à la matérialisation de tout ceci en 2020 », a-t-il indiqué. Lucien Manga a, par ailleurs, reconnu que l'OMS ne fait pas beaucoup de recherche fondamentale car elle est plus, soit dans la recherche appliquée, soit dans la recherche opérationnelle.

Selon le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, les départements ministériels concernés doivent travailler de façon interactive comme cela a toujours été le cas. « Dans le secteur sanitaire, on ne peut pas fondamentalement parler de recherche sans le ministère de la Santé et sans le ministère de l'Enseignement supérieur, l'université y compris. Dans tous les plans, nous avons à faire comme dans d'autres secteurs où cette triptyque de collaboration est obligatoire pour nous car ce que nous faisons sert aux autres départements ministériels et aux opérateurs économiques », a précisé Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou.

Le travail amorcé par l'OMS et le ministère de la Recherche scientifique, en impliquant d'autres départements ministériels, selon lui, est un pas important dans la marche vers le développement d'autant plus que la finalité est de répondre aux besoins de la population.

R.M.



Le ministre de la Recherche scientifique échangeant avec le représentant de l'OMS

COOPÉRATION

Une nouvelle ère s'ouvre pour le Congo et la Russie

À l'issue du tête-à-tête qu'ils ont eu, le 23 mai, au Kremlin, les présidents Vladimir Poutine et Denis Sassou N'Guesso ont assisté à l'échange de parapheurs par les officiels des deux délégations, témoignage du raffermissement des liens entre Brazzaville et Moscou.

La communication, le nucléaire civil, le numérique, l'agriculture, la défense et les hydrocarbures sont les principaux domaines dans lesquels le Congo a conclu avec la Russie une série d'accords à l'issue de la visite officielle effectuée à Moscou par le président de la République. Le 21 mai, le chef de l'Etat congolais était reçu à la Douma d'Etat, où il s'est adressé aux députés russes. Dans son discours, Denis Sassou N'Guesso a salué les élans de fraternité, de confiance et de solidarité dont le Congo et la Russie ont fait preuve les cinquante-cinq dernières années. Exprimant la disponibilité de son gouvernement à poursuivre cette coopération, il a invité la partie russe à s'y impliquer un peu plus. « *Le niveau atteint et les perspectives de coopération entre la Fédération de Russie et la République du Congo sont certes encourageants. Cependant les enjeux géostratégiques au seul niveau continental et sous-régional en Afrique appellent la Fédération de Russie à den-*



Le président Denis Sassou N'Guesso à la Douma

sifier encore davantage son partenariat avec mon pays », a-t-il déclaré. Le président de la République a rappelé que depuis 2012, la coopération

Congo-Russie a été élevée au rang de « *partenariat stratégique gagnant-gagnant* ». C'est à cette même occasion qu'il a annoncé « *le projet de*

construction d'un Oléoduc qui traversera le Congo sur plus de 1000 km, pour la fourniture des produits pétroliers et gazeux à l'intérieur du pays

». En somme, le président Denis Sassou N'Guesso s'est réjoui de la position de la Russie, « *un acteur majeur, profondément ancré et très actif dans la régulation du concert des nations* ». Il a abondé dans le même sens dans l'interview qu'il a accordée à l'Agence russe Itar-Tass.

Au cours d'une réception à l'Institut des relations internationales de Moscou, le chef de l'Etat congolais a été distingué docteur honoris causa. Le prestigieux établissement a voulu ainsi couronner l'implication du président de la République dans les batailles de libération de l'Afrique australe et son engagement dans la recherche de la paix en Afrique. Vieilles de cinquante-cinq ans, les relations entre la Russie et le Congo sont fondées sur des échanges dans plusieurs secteurs parmi lesquels la formation des cadres et l'assistance technique. Elles sont appelées à se développer et se diversifier au regard des accords qui viennent d'être conclus par les deux parties à Moscou.

Les Dépêches de Brazzaville

HYDROCARBURES

La SNPC conclut des pré-accords avec deux sociétés russes

La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a conclu, le 23 mai à Moscou, en présence des présidents Denis Sassou N'Guesso et Vladimir Poutine, deux pré-accords de partenariat avec les sociétés russes Pipe Metalurgical Company et Lukoil.

Signés entre le directeur général de la SNPC, Maixent Raoul Ominga, et Aleksander Shiryayev ainsi que Vagit Yussufovich Alekperov, respectivement directeur général de la société Pipe Metalurgical Company et président de Lukoil, les mémorandums d'entente ouvrent la voie à la signature prochaine de contrats.

Fruit de la visite officielle du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, en Russie, ce partenariat témoigne de l'excellence des relations de coopération portées au plus haut niveau par le chef d'Etat congolais et son homologue russe, Vladimir Poutine.

À travers ces mémorandums, les différentes parties affichent ainsi leur volonté commune de coopérer et d'œuvrer ensemble dans la mise en œuvre des projets. Il s'agit, pour le premier, de la construction de l'oléoduc de transport des produits pétroliers (kérosène, essence, gasoil) reliant Pointe-Noire/Loutété/Maloukou-Tréchet sur une distance de 500 km. Un projet appelé à révolutionner le transport des produits pétroliers au Congo et dans la sous-région.

Le second mémorandum prévoit, quant à lui, des opportunités de participation commune dans des projets d'exploration, de développement et de production d'hydrocarbures en République du Congo.

« *Ces signatures sont l'aboutissement d'un grand travail abattu par les équipes de la SNPC et*



Echange de parapheurs entre les signataires DR

demeurent une étape du long processus qui nous mène, entre autres, à la matérialisation du pipeline et à la production de barils additionnels de pétrole », a déclaré Maixent Raoul Ominga, soulignant que « *les équipes techniques des deux sociétés restent à pied d'œuvre pour parvenir à un contrat de financement et de construction dudit oléoduc* ».

Dans le cadre du suivi de ces accords, les entités gouvernementales compétentes du Congo et de la Russie travailleront de concert pour faciliter les conditions de la réalisation des projets.

Etablissement public à caractère industriel et commercial, doté de

la personnalité morale et de l'autonomie financière, la SNPC, créée en 1998, possède cinq filiales et des participations dans plusieurs permis de recherches et de production sur toute la chaîne de l'industrie pétrolière au Congo.

Opératrice et partenaire dans l'Exploration-production, mais également dans le raffinage, la distribution de produits blancs et très bientôt dans le stockage et le transport d'hydrocarbures, la SNPC affiche l'ambition d'être reconnue dans le Top 5 des sociétés nationales d'hydrocarbures sur le continent africain et comme une société productrice globalement compétitive.

La Rédaction

Les termes des accords

La République du Congo et la Fédération de Russie ont conclu, à l'occasion de la visite officielle du chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, à Moscou, plusieurs accords dont voici les termes de référence.

1° Le ministre du Développement numérique, de la communication et des médias de la fédération de Russie, Konstantin Yurievic Noskov, et le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger de la République du Congo, Jean Claude Gakosso, ont signé un accord intergouvernemental dans le domaine de la communication.

2° Le directeur général de la Coopération d'Etat, de l'énergie atomique « Rosatom », Alexey Evgenievich Likhachev, et le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger de la République du Congo, Jean Claude Gakosso, ont signé un accord intergouvernemental sur la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

3° Le vice-ministre des Finances de la Fédération de Russie, Sergey Anatolievich Storchak, et le ministre des Finances et du budget de la République du Congo, Calixte Nganongo, ont signé un amendement n°3 à l'accord intergouvernemental sur le traitement de la dette de la République du Congo envers la Fédération de Russie au titre de crédits précédemment accordés.

4° Le ministre de l'Intérieur de la Fédération de Russie, Vladimir Aleksandrovich Kolokoltsev, et le ministre de la Défense nationale de la République du Congo, Charles Richard Mondjo, ont signé un accord interministériel sur la coopération.

5° Le ministre de l'Agriculture de la Fédération de Russie, Dmitry Nikolaevich Patrushev, et le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger de la République du Congo, Jean Claude Gakosso, ont signé un mémorandum d'entente interministériel relatif à la coopération dans le domaine de l'agriculture.

6° Le vice-ministre de la Défense de la Fédération de Russie, Aleksander Vassilievich Fomine, et le ministre de la Défense nationale de la République du Congo, Charles Richard Mondjo, ont signé un protocole relatif aux spécialistes militaires russes en République du Congo.

7° Le président de la société anonyme de type ouvert « Lukoil », Vagit Yussufovich Alekperov, et le directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo, Maixent Raoul Ominga, ont signé un mémorandum d'accord.

8° Le directeur général de la Société anonyme de type ouvert « Pipe Metalurgical Company », Aleksander Shiryayev, et le directeur général de la Société nationale des pétroles du Congo, Maixent Raoul Ominga, ont signé un mémorandum d'entente.

COOPÉRATION

Denis Sassou N'Guesso s'exprime sur les axes Brazzaville-Moscou et Russie-Afrique

Dans une interview exclusive accordée à l'Agence Itar-Tass News Agency, le chef de l'Etat congolais a abordé les relations entre Brazzaville et Moscou, le rôle de la Fédération de Russie en Afrique et les défis auxquels le continent africain est confronté.

Itar-Tass News Agency (I.T.N.A.) : Vous avez une visite très officielle et importante dans notre pays. De quoi allez-vous discuter - ouvrir un petit secret - avec notre président ? Et quelles sont les tâches principales que vous avez définies lors de cette visite dans notre capitale, dans notre pays ?

Denis Sassou N'Guesso (D.S.N.) : Rencontrer le président Poutine est pour moi un grand honneur et un grand plaisir. Nous nous sommes déjà rencontrés à plusieurs reprises, à l'étranger et ici, à Moscou, en octobre 2012. Le président Poutine m'a chaleureusement accueilli. Nous avons abordé ici les questions de renforcement de la coopération entre nos deux pays et nous les avons portées au niveau de partenariat stratégique mutuellement bénéfique. Nous avons fixé certains objectifs et je suis à nouveau arrivé pour une visite officielle en Russie et je suis très heureux de le revoir. Nous résumerons les résultats de cette coopération, nous déciderons de la renforcer et nous discuterons également des problèmes qui concernent maintenant le monde entier et en particulier l'Afrique. C'est donc un moment très important pour moi.

I.T.N.A. : La Russie et votre pays sont des partenaires stratégiques. En passant, cette année marque le 55e anniversaire des relations diplomatiques entre nos deux pays. Dans quels domaines, à votre avis, devrions-nous intensifier nos liens ? Où voyez-vous les plus grandes perspectives de développement de contacts entre le Congo et la Russie ?

D.S.N. : Oui, la coopération a déjà 55 ans. Vous devez savoir que notre coopération s'est développée dans de nombreux domaines au cours de ces cinquante-cinq années. Et je dois souligner que l'éducation était le plus important. Ici, en Russie, de nombreux cadres, civils et militaires, ont été formés. Nous avons également collaboré dans d'autres domaines, par exemple l'industrie minière et le secteur culturel - il existe aujourd'hui un échange culturel entre nos deux pays. Nous visons à diversifier notre économie, qui ne devrait pas dépendre uniquement du pétrole. Nous pensons qu'avec le potentiel de notre pays, nous pouvons aller plus loin dans cette coopération et couvrir d'autres secteurs d'activité socio-économique dans le cadre de la diversification de notre économie.

I.T.N.A. : La Russie n'a jamais été une puissance coloniale, n'a jamais dirigé d'opérations militaires en Afrique, jamais occupé aucun pays africain. Au contraire, la Russie et l'Union soviétique ont toujours aidé l'Afrique, aidé le mouvement de libération nationale en Afrique, y compris dans votre pays. Vous avez dit à juste titre que des milliers de Congolais fréquentaient les universités soviétiques, maintenant russes. A votre avis, quel est le rôle d'aujourd'hui peut-être de la Russie en Afrique et en République du Congo ?

D.S.N. : En effet, la Russie n'avait pas de colonies en Afrique, mais la Russie participait activement à la lutte pour la libération de l'Afrique. De ce point de vue, nous, le Congo et la Russie, avons travaillé côte à côte dans une lutte commune aux îles du Cap-Vert,

au Mozambique, en Angola et dans d'autres pays. Nous pensons que la Russie est un pays important qui pourrait jouer un rôle important au moment où l'Afrique est à la recherche de partenaires pour se reconstruire. Dans le domaine des infrastructures, dans le domaine économique et même dans le domaine de la sécurité dans ce monde difficile. Nous pensons que si les peuples africains veulent développer leur économie, la Russie peut s'implanter dans le monde, qu'elle devrait prendre sa place en Afrique après qu'elle a participé à la lutte pour sa libération. Le moment est venu de participer à la lutte pour la construction de l'Afrique. Et il y a beaucoup de travail à faire.

I.T.N.A. : Vous êtes bien connu en Afrique et dans le monde en tant que pacificateur à succès. Vous avez dû, à plusieurs reprises, participer aux négociations les plus diverses sur le continent africain afin de réconcilier certains pays en conflit militaire. Je sais que vous avez même reçu la branche Olive dorée, qui récompense les chefs d'État pour leur contribution fructueuse au rétablissement de la paix. A votre avis, que faudrait-il faire pour assurer la sécurité collective sur un continent africain aussi difficile et quel pourrait être le rôle de la Russie dans tout cela ?

D.S.N. : Eh bien, pacificateur - c'est trop dire ! Le pacificateur est une expression très forte. Mais oui, nous avons essayé de contribuer à la recherche de solutions à la crise en Afrique du mieux de nos forces modestes. Nous avons toujours pensé que nous devons privilégier le dialogue et nous avons pensé que c'est par le dialogue que nous pouvons trouver une solution à ces problèmes. De plus, le dialogue est une tradition africaine. En Afrique, il existe une expression : « l'arbre à palabres » - « Asseyez-vous et parlez sous un arbre » pour trouver une solution au problème. Telle est la tradition africaine - le dialogue. Dans notre pays, nous l'avons restauré et même inscrit dans notre Constitution, qui prévoit la création d'un tel organe constitutionnel chargé de promouvoir le dialogue. Nous pensons que la Russie est un grand pays, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, ce qui a contribué à la recherche d'une solution aux problèmes africains, qui sont très nombreux. Et oui, nous pensons que la Russie pourrait se tenir aux côtés de l'Union africaine, qui cherche des solutions aux problèmes de l'Afrique et du reste du monde, en utilisant le dialogue comme outil à la fois parmi la population et au niveau international. Et nous pensons qu'en prenant cette position en Afrique, aux côtés de l'Union africaine, la Russie peut jouer un rôle important dans le monde d'aujourd'hui.

I.T.N.A. : Quelles mesures, selon vous, devraient être prises pour renforcer ces valeurs panafricaines ? Qu'en est-il de cette période pendant laquelle vous êtes au pouvoir, considérez-vous votre exploit ? Et quels sont vos buts et



Le président de la République s'exprimant sur la coopération Congo-Russie et Russie-Afrique

objectifs pour le futur proche ?

D.S.N. : Parlez-vous du futur proche du Congo ou parlez-vous de l'Afrique ?

I.T.N.A. : Au Congo et dans toute l'Afrique.

D.S.N. : D'abord à propos de l'Afrique. Je pense que la première chose à dire à propos de l'Afrique, comme je viens de le dire, l'Afrique est au stade de la construction après la lutte pour sa libération. Aujourd'hui, l'Afrique est confrontée à de nombreux défis. Mais au niveau africain, nous avons réalisé l'intégration au niveau des sous-régions individuelles de l'Afrique. L'Afrique est divisée en plusieurs sous-régions : Union du Maghreb arabe, Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest, Communauté économique des États de l'Afrique centrale, Union des États de l'Afrique de l'est, Communauté de développement d'Afrique australe. Tout cela pour pouvoir progresser vers le développement de l'intégration de l'Afrique à l'horizon 2063. Il existe une stratégie de développement de l'Afrique jusqu'en 2063. Et dans le cadre de cette stratégie, nous avons déjà décidé de créer au niveau africain une zone de libre échange. Nous allons célébrer cette décision en juillet à Niamey, au Niger, avec la création d'une zone de libre-échange en Afrique. Et nous avons décidé - au niveau africain - de construire des infrastructures de base, y compris l'électricité, car il n'y a pas assez d'électricité en Afrique et, sans électricité, il est impossible de participer au développement. Il est nécessaire de produire de l'électricité en Afrique, de construire des lignes de communication, des chemins de fer, des routes, des lignes de télécommunication. Et ces programmes ont été adoptés au niveau de tout le continent. Tous ces programmes sont reflétés dans les projets de divers États - réaliser une véritable intégration, construire des infrastructures, promouvoir la diversification des économies et, surtout - éduquer les jeunes, car l'Afrique est un continent très jeune. Il est nécessaire de former une élite, de former des jeunes et d'associer les femmes à ce développement. Ces projets continuent à refléter en fait les approches que nous avons dans notre pays.

I.T.N.A. : Lors de notre visite

dans votre pays, dans votre belle capitale, nous avons vu et visité le Centre d'artisanat populaire de Poto-Poto. C'est un lieu unique où sont représentés tous les métiers d'art populaire de votre pays. Que fait-on pour préserver les traditions de ces métiers, les traditions culturelles du Congo ?

D.S.N. : Je pense que vous parlez de l'école de peinture de Poto-Poto, où travaillent les peintres les plus en vue de notre pays ... Mais la culture au Congo est très diverse. Au Congo, nous soutenons le développement de la culture, car les personnes qui perdent leur culture perdent ensuite leur âme. Nous soutenons ce secteur avec nos moyens. Au Congo, nous avons un projet de construction d'un grand musée où seraient conservées les œuvres de la culture de notre pays. Un tel projet est à l'étude.

I.T.N.A. : Le Congo est encore unique en ce sens que la nature a été préservée dans de nombreux endroits. Les animaux y sont très différents dans leur habitat naturel mais il semble que le gouvernement congolais n'en fait pas encore assez pour développer le tourisme dans votre pays...

D.S.N. : Bien sûr ! J'ai déjà dit à mes amis à la Douma d'Etat que le Congo comptait 22 500 000 hectares de forêts, qu'il y avait des milliers d'espèces animales, des dizaines de milliers de types de végétation, qu'il y avait de grands fleuves, des territoires protégés. Plus de 11% du territoire du pays sont des zones protégées, où se trouvent des singes, des éléphants, des buffles, des chimpanzés, des gorilles des montagnes et des plaines, bref, tout y est. Et vous avez raison de dire que nous n'avons pas assez travaillé pour promouvoir le tourisme et que nous possédions toutes ces richesses, mais nous y travaillons. Nous travaillons dans nos projets, nous supposons que le tourisme seul peut apporter 10% du PIB de notre pays. Et nous essayons maintenant de stimuler le secteur du tourisme pour qu'il devienne un facteur de développement.

I.T.N.A. : La plupart des habitants du Congo adhèrent aux cultes traditionnels, à leurs croyances. Les chrétiens et les musulmans y vivent. Ce multiculturalisme, ce Congo multi-religieux, bien sûr, est très intéressant et cela se passe dans une atmosphère assez paisible. Que fait-on pour préserver l'unité du peuple congolais, pour préserver sa nature multiculturelle et multireligieuse ?

D.S.N. : Tout d'abord, je dois dire que le Congo est un État laïc. La Constitution du Congo déclare clairement la liberté de religion. Et en plus, cela devrait être fait dans un esprit de tolérance, de respect des autres. Nous croyons que dans notre pays, chrétiens, musulmans et même animistes et autres, chacun est libre de pratiquer la religion de son choix, dans le respect des lois d'un État laïc et dans celui des autres. Aujourd'hui, nous pensons que tout cela se passe de manière harmonieuse et nous sommes heureux de le noter.

I.T.N.A. : Les Congolais, en général, sont des gens joyeux, sincères

et fêtent toutes les vacances. Et chrétien et musulman, et traditionnel, et État. L'impression est que chaque jour des vacances ont lieu au Congo. Vous êtes ici, Monsieur le Président, quelles sont vos vacances préférées ? Et comment les marquez-vous généralement ?

D.S.N. : Les Congolais aiment la musique. La musique congolaise est largement connue en Afrique et dans le monde. Les Congolais organisent des vacances, quand ils le peuvent, lors des mariages, il y a aussi des fêtes religieuses, par exemple le 15 août, le Nouvel An... Tout cela se déroule dans une atmosphère de joie, malgré les difficultés que tout le monde a endurées. Nous sommes heureux de voir que notre peuple a un tel côté de la vie. Et s'il peut vivre heureux, en paix et en sécurité dans cette partie du monde, pourquoi pas ? Nous pensons que c'est ainsi que les gens devraient pouvoir vivre en harmonie, dans une société dans laquelle ils se respecteraient, respecteraient les autres opinions, opteraient pour des choix religieux différents et organiseraient des vacances ensemble, lorsque le bon sens le leur permettait.

I.T.N.A. : Comment fêtez-vous les vacances vous-même ? Comment passez-vous votre temps libre, car vos collègues et les assistants que j'ai rencontrés disent tous que vous travaillez beaucoup.

D.S.N. : Le temps libre n'est pas si important dans notre cas, mais lorsque nous en avons, nous pouvons le consacrer au sport ...

I.T.N.A. : Et quels sports ?

D.S.N. : Maintenant je fais uniquement de la nage. Dans le passé, j'ai été impliqué dans beaucoup d'autres sports. Quand j'ai du temps libre, je le consacre également à la lecture. Il y a aussi la famille. Mais pour les vacances, je n'ai pas beaucoup de temps.

I.T.N.A. : Vous savez, Monsieur le président, notre programme s'appelle « Formula of power ». Et à la fin de ce programme, je pose toujours la même question à mes interlocuteurs : qu'est-ce que le pouvoir pour vous ? Vous êtes au pouvoir depuis de nombreuses années, vous êtes même qualifié de maître du pouvoir en Afrique. Qu'est-ce que le pouvoir signifie pour vous ? Comment comprenez-vous le pouvoir, comment vous sentez-vous le pouvoir ? Et de toute façon, quel goût a-t-il ?

D.S.N. : Vous savez, le pouvoir est, si vous y réfléchissez, la confiance que les gens vous accordent. C'est donc la confiance que les gens vous ont témoignée, comme je l'ai dit. C'est ce que le pouvoir est. Les gens ont confiance en vous, alors vous avez le pouvoir et vous devriez en valoir la peine. Il faut tout faire pour être digne de cette confiance. Vous devez vous sentir proche des personnes qui ont confiance en vous, mériter cette confiance et essayer, dans la mesure du possible, de remplir vos obligations officielles afin de satisfaire ceux qui vous ont fait confiance et d'être digne de cette confiance. Et je dirais que je ne perçois pas le pouvoir autrement.

La Russie annonce l'envoi de conseillers militaires au Congo

En vertu d'un contrat signé le 23 mai entre les deux pays, des spécialistes pour l'entretien du matériel militaire russe arriveront à Brazzaville, dans un contexte de renforcement de la présence de Moscou en Afrique.

Les experts attendus dispenseront des formations sur « l'exploitation, l'entretien et la réparation » du matériel d'origine russe et soviétique présent dans l'armée congolaise, a précisé le vice-ministre russe de la Défense, Alexandre Fomine, cité par les agences russes après la signature du document avec le ministre congolais de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo. Selon Alexandre Fomine, qui a qualifié ce nouveau contrat de « prolongement » de la coopération militaire entre Moscou et Brazzaville, cet équipement militaire comprend notamment des blindés, de l'artillerie, des hélicoptères et peut « encore servir longtemps ».

Des négociations sur la livraison de nouvelles armes russes au Congo « sont en cours », a-t-il ajouté, indiquant que Moscou attendait tout d'abord une demande en ce sens de la part des autorités de Brazzaville.

Une série d'accords bilatéraux a été signée le même jour, dans le cadre d'une rencontre officielle au Kremlin entre le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso.

Dans un communiqué, le ministère russe de l'Énergie a notamment annoncé la signature avec le Congo d'un accord de coopération dans le nucléaire civil. Ces négociations s'inscrivent dans une stratégie de reconquête géopolitique et économique plus large de Moscou sur le continent africain.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

AFRIQUE

L'insuffisance d'outils d'évaluation de l'aide au développement

L'anthropologue Alvar Jones Sanchez fait le point de l'évaluation de l'aide au développement dans la revue *The Conversation*.

Le secteur de la coopération internationale impose désormais des outils d'évaluation de l'aide au développement. Mais ils sont encore insuffisants pour calibrer les transformations sociales ou économiques dérivées d'une intervention, d'après Alvar Jones Sanchez, spécialiste de la coopération internationale, notamment en Afrique. Il explique les motifs de ses distances : l'absence de correspondance entre les bénéfices associés à ses fonctions et l'échec fréquent des projets; le malaise de certains professionnels au sein de certaines organisations internationales qui « doivent concilier leur désir de stabilité et de réussite professionnelle avec des questionnements éthiques parfois complexes », selon lui.

Alvar Jones Sanchez pense que les professionnels du secteur ne sont pas rémunérés pour garantir l'impact positif et durable des interventions sur la population. Puis, il récuse que d'autres compétences soient valorisées, citant « la bonne gestion bureaucratique et comptable des projets, la représentation institutionnelle ou la capacité à capter des fonds ». Il regrette que l'amélioration de la qualité de vie de la population sur le long terme ne soit pas directement associé aux exigences du poste, et le suivi des projets achevés.

« Le paysage rural africain regorge

de pancartes bancaires rouillées à la gloire des bailleurs. Il est semé d'édifices abandonnés, d'infrastructures agricoles en rade, d'équipements défectueux », poursuit-il. Des vestiges qui questionnent sur l'efficacité de beaucoup d'actions menées en Afrique sous la bannière du développement. L'anthropologue ne nie pas que de nombreuses interventions de développement transforment positivement la vie de la population. Par contre, d'autres sont problématiques en termes d'impact, de viabilité et de pérennisation.

En cause le système d'évaluation. Les outils utilisés dans le secteur de la coopération internationale sont insuffisants pour calibrer les transformations sociales ou économiques dérivées d'une intervention. Alvar Jones Sanchez cite les raisons : le recrutement, en principe, de l'évaluateur par l'organisation qui a mené l'intervention; la rareté des évaluateurs sollicités par les bailleurs; celles qui mobilisent des observateurs indépendants (journalistes, d'autres ONG, associations locales, etc.) sont pratiquement inexistantes; le temps imparti à l'évaluateur (à peine quelques heures, ou quelques jours); la modération des reproches de la population à l'endroit d'un projet ou d'une organisation, craignant de trop critiquer; parfois la méconnaissance du secteur local par l'évaluateur.

De nombreux États africains, soutient-il, dépendent financièrement de l'aide des organisations internationales. Celles-ci, en contrepartie, s'invitent dans la définition des politiques publiques. On parle à ce sujet de « pays sous régime d'aide ». Il tient lieu, fait-il savoir, de se questionner si ces procédés, qui affectent la souveraineté nationale, affaiblissent plutôt qu'elles ne renforcent les États récepteurs, et si, au fond, l'aide ne produisait pas les effets qu'elle prétend combattre.

Ainsi, souvent présentée en termes techniques comme dénuée de toute idéologie, la conceptualisation du développement est en réalité indissociable d'une vision politique et d'un projet de société. L'idée selon laquelle l'aide au développement produit du progrès est communément admise. Elle est pourtant subordonnée aux critères éthiques, politiques ou socioéconomiques mobilisés pour l'évaluer. En l'absence de processus d'évaluations fiables, qui puissent prendre une certaine distance vis-à-vis des intérêts des principaux opérateurs de développement (bailleurs bilatéraux et multilatéraux, ONG nationales et internationales), cette équation (aide-progrès), qui constitue la légitimité des institutions de développement, relève davantage de l'idéologie que des réalités empiriques, admet-il.

Noël Ndong

Groupe des universités d'Etat russes RACUS
en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville vous invitent au

salon de formation

« ETUDIER EN RUSSIE-2019 »

le 31 mai et le 01 juin
ENTREE LIBRE de 10.00 à 16.00h

Programmes de Licence, Master et Doctorat
Médecine générale, Médecine dentaire,
Pharmacie – en français et en russe
Pétrole et gaz, Génie civil, Informatique,
Mécatronique et 50+ autres filières
d'ingénierie – en français et en russe
Sciences économiques et de gestion, Médecine
vétérinaire et Agronomie, Pilotage et Gestion
des aéroports, Construction navale et
Navigation maritime, Tourisme, Linguistique,
Sciences humaines – nous avons
plus de 500 programmes à tous les goûts !

Consultations et inscriptions sur place

Adresse:
Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
Centre-ville, Brazzaville, B.P. : 2021
Tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95
Email: racuscongo@gmail.com



Frais abordables (de 2500\$ à 3500\$ par année académique)
Diplômes étatiques reconnus dans le monde entier
20 meilleures universités de la partie européenne de la Russie

Découvrez la Russie – un grand pays
de grandes possibilités !

WWW.EDURUSSIA.RU

Etudier en RUSSIE
WWW.EDURUSSIA.RU
RACUS

VISA-DUBAI 50 000

Pour tous vos renseignements nécessaires, veuillez-vous rapprocher de nos agences
BRAZZAVILLE

Tél. : 05 0566473 / 068360188 / 050202255 / 050090090

Email : directafricabzv35@gmail.com

POINTE NOIRE

Tél. : 05 5531787 / 06 06286167

Email : directafricapnr@gmail.com

DUBAI

Tél. : 00971 50 9916263 / 00971 58 2718358
00971 56 5946227 / 00971 55 5539340

EMAIL : directafricadxb@gmail.com

Direct Africa reste à votre disposition pour vous accompagner tout au long de votre séjour à Dubaï.

VISA
Dubai

REMERCIEMENTS

Chimène Itoua, journaliste au Centre international de Presse (CIP), est profondément touchée par la marque de sympathie, de générosité et

d'affection que vous lui aviez témoignés lors du décès de sa mère, la veuve Itoua née Adoua Anne, alias « Koko sœur », survenu le 5 avril 2019 à Brazzaville. Pour cela, elle remercie sincèrement madame la conseillère chef du département de la Communication et des médias, Claudia Sassou N'Guesso, le député Isidore Lega, le sénateur Théophile Adoua, madame Laure Okombi, le directeur du CIP, Patrick Okamba, parents, amies et connaissances. Que tous trouvent ici l'expression de sa profonde gratitude.





SOCIETE GENERALE CONGO,
Société Anonyme avec conseil d'administration au capital de 11 860 000 000 de francs Cfa, immatriculée au RCCM de Brazzaville sous le numéro RCCM-CG-BZV-11-B 2902, agréée en qualité d'établissement de crédit par arrêté n° 15953 MFBPP-CAB, dont le siège social est sis Avenue Amilcar Cabral Centre - ville Brazzaville, République du Congo, mets en vente au prix de 398.000.000 millions de francs CFA (à négocier) un grand immeuble R+2 d'une superficie de 346.78 m2 comportant trois (3) vastes appartements de grand standing situé sur la rue Saint Paul (avenue goudronnée) Arrondissement 6 Talangai. Pour tout contact : 05 622 71 80 / 05 522 81 56 / 06 504 22 23.

NB: Titre foncier et rapport d'expertise disponibles.



 **L'EUROPE EN ACTION !** 
Forum du partenariat UE-Congo - 6^{ème} édition

Ateliers thématiques, rencontres, échanges, animations



L'Union européenne et ses partenaires présentent les actions et réalisations qui contribuent au développement économique du pays et à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Pour cette 6^{ème} édition, la Délégation de l'UE au Congo renouvelle la formule de son forum des projets pour s'ouvrir davantage à tous les publics et proposer encore plus d'opportunités d'échanges avec toutes celles et ceux qui construisent le Congo de demain. Cette année, 30 exposants seront présents, et des experts viendront répondre concrètement aux questions que vous vous posez tous sur les enjeux des grandes réalisations de l'Union européenne en partenariat avec le gouvernement congolais. Dans une bonne ambiance, comme toujours.

Etudiants des universités publique et privées : un stand « Erasmus », animé par le service de la coopération universitaire de l'UMNG vous présentera les opportunités et les appuis disponibles.

Economie et commerce, infrastructures et aménagement du territoire, filières agricoles, environnement et biodiversité, santé, égalité femmes-hommes et droits humains, synergie public-privé, formation seront représentés pour montrer toute la diversité et l'ampleur de l'action de l'UE, **partenaire économique et politique majeur du Congo.**

Nous vous attendons nombreux,

Mardi 28 mai, 9h00, à l'IFC de Brazzaville
Entrée libre et gratuite

Ne manquez pas ce rendez-vous !

Union européenne - République du Congo
Un partenariat. Des actions. Des résultats

Retrouvez-nous sur notre site eas.europa.eu/delegations/congo-brazzaville
sur Facebook [@ducongobrazza](https://www.facebook.com/ducongobrazza) et sur Twitter [@UeCongo](https://twitter.com/UeCongo)

RETROUVEZ VOTRE QUOTIDIEN

Dans les Kiosques MTN



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

www.lesdepechesdebrazzaville.fr / www.adiac-congo.com



200 FCFA

CHRONIQUE

Fête des dattes

Sous le haut patronage de sa Majesté le roi Mohammed VI, le Salon international des dattes (Sidattes) se tiendra au niveau d'Erfoud, province d'Errachidia, pour sa dixième édition, avec comme thème « Logistique et développement de la filière des dattes ».

C'est une occasion inespérée de présenter les dattes des zones oasiennes du Maroc, en général, et de Draa Tafilalet, en particulier, en prospectant tous les moyens de leur commercialisation sur le marché national et international.

Ce festival, célébré tous les ans, entre le 15 et le 25 octobre, attire annuellement des milliers de visiteurs inconditionnels de cette dégustation de fruits récoltés.

Il s'agit simplement, on l'aura bien compris, d'un rituel qui célèbre la clôture de la récolte des dattes, dans une ambiance très festive, survoltée à la faveur des spectacles folkloriques, des courses de dromadaires et d'autres distractions.

L'élection de la reine des dattes en est le clou et cette dernière se voit récompensée de bijoux traditionnels, et se retrouve souvent submergée par l'affluence d'admirateurs épris qui lui demandent sa main.

Il faut savoir que le fruit du dattier, base de l'alimentation mauritanienne, est mis à l'honneur chaque année dans cette partie de la planète. Sa production, au même titre que la culture sous palmier, représente d'importantes sources de revenus contribuant à l'amélioration de conditions de vie des habitants de l'oasis.

La production des dattes au Maroc occupe naturellement une place considérable parmi les productions fruitières arboricoles. Aussi le pays favorise-t-il l'amélioration des revenus des agriculteurs et de la population locale d'une manière générale.

S'étendant sur une superficie de plus de 40 000 m², le Sidattes s'avère une véritable plate-forme d'échange et de communication entre les différents acteurs de cette filière.

Les organisateurs, pour ne pas demeurer en reste, ont également prévu plusieurs ateliers scientifiques ainsi que des démonstrations sur les différents espaces d'exposition, sans oublier les dégustations d'une panoplie de variétés des dattes.

Cette célébration, opportunité offerte aux différents acteurs de la société civile et certains élus, permet de partager et d'échanger sur les différents moyens de mise en valeur et de conservation de ce produit emblématique mais surtout d'évoquer et trouver des réponses appropriées au problème de sécheresse et de manque d'eau touchant l'oasis.

Cette ressource fragile demeure cependant soumise aux aléas climatiques, au manque d'eau et aux maladies.

Ferréol Gassackys

UNESCO

Honneur à la littérature

En tant qu'autorité onusienne mais aussi fin connaisseur des arts du Bassin du Congo, Henri Ossebi a assisté aux séances de dédicaces du jour à la Semaine Africaine.

Nouer le lien avec les artistes, tel est l'esprit de dialogue et d'ouverture que l'Unesco prône dans son Agenda. Fort de ses missions, Henri Ossebi, ambassadeur du Congo auprès de cette institution, est venu, le 23 mai, dans l'Espace auteurs-Hall Ségur, à la rencontre de quatre écrivains-auteurs en dédicace. Léo-Cady Kakama, Alfoncine Nyélenga Bouya, Motsé Akanati et Marien Fauney Ngombé ont été, unanimement, sensibles à cette marque d'attention.

Léo-Cady est l'auteure du livre «Cheveux crépus d'excellence !», son premier ouvrage paru aux Editions Kakama / Accroche-toi. Ce livre est destiné à toutes les personnes à la recherche de l'entretien des cheveux crépus. Depuis sa présentation au Salon Livre Paris, il devient un guide auprès de la diaspora à la réconciliation avec soi-même à propos de cheveux.

Alfoncine Nyélenga Bouya est tout d'abord bloggeuse. Dans son blog intitulé « Qui vient de loin », l'auteure partage « ce qui lui tient à cœur, maintient et crée des liens entre amis dispersés à travers le monde ». Elle nourrit ses pages en vue de maintenir un lien dans le strict respect des uns et des autres au service du progrès de l'humanité. Paru chez Le Lys Bleu Editions, «Le rendez-vous de Mombin-Crochu», son dernier roman en dédicace, est dans le même esprit.

Motsé Akanati, styliste-créatrice, l'une des animatrices du stand Congo, s'est alignée cette fois-ci dans les rangs des écrivains. «Ma poésie», un recueil de poèmes de la Congo-



Henri Ossebi entouré des écrivains congolais à Semaine Africaine de l'Unesco/Crédit photo : Marie Alfred Ngoma

laise, est présenté en primauté aux visiteurs de la Semaine Africaine. Il s'agit d'un recueil dont les œuvres peignent le parcours de la créatrice de mode, de bijoux, de parfums, mais également d'une mère, patriote, sensible à l'éducation toujours prête à s'impliquer dans les œuvres caritatives.

Marien Fauney Ngombé est écrivain, fondateur de So'Art Brand, société qui gère les différentes rencontres culturelles mettant à l'honneur des artistes africains. Il est l'auteur de «Bâtiment A». Le livre en vedette et dédicacé au Délégué Permanent est «Franklin, l'insoumis». Cette œuvre, parue à la Doxa, d'après une idée de Marien Fauney Ngombé, a été co-écrite par quatorze auteurs originaires de divers pays d'Afrique : Congo, Gabon, Sénégal, Cameroun. Ils rendent hommage à l'artiste panafricain et engagé originaire du Congo-Brazzaville, Franklin Boukaka, en s'inspirant de ses textes.

Marie Alfred Ngoma

Le Gabon et la Centrafrique à la Semaine Africaine 2019

Tout comme auprès de l'ensemble des délégations du Groupe africain, La Semaine Africaine occupe une place tout à fait particulière chez les Gabonais et les Centrafricains.

Le Gabon est représenté à l'événement par Rachel Annick Ogoula Akiko épouse Obiang Meyo, dont la première préoccupation est d'en assurer une bonne présidence durant son mandat. Depuis le 31 janvier dernier, la déléguée permanente du Gabon avait succédé à son homologue malien, Oumar Keita, au poste de la présidence tournante du Groupe Afrique de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Lors de l'inauguration de cet événement symbolique, la présidente a salué la présence de la directrice générale de l'Unesco, Audrey Azoulay, et du corps diplomatique accrédité en soulignant le rôle déterminant joué par son homologue du Kenya, Phyllis Kandié, présidente de la coordination de la Semaine Africaine. L'activité lui permettant de parler au nom d'une Afrique unie et plurielle, en symbiose avec le thème « Paix, innovation et développement durable

en Afrique ». Un thème qu'elle a affirmé défendre car il est « en adéquation avec la vision de l'Afrique défendue lors de la Conférence mondiale sur l'intelligence artificielle en France, au Maroc et en Chine ». Un sujet pour lequel de plus en plus de jeunes du continent se passionnent, « mais également synonyme du développement durable et de paix ». Du côté de la République centrafricaine, la présence est symbolisée, entre autres, par l'exposition des peintures. Le pays, représenté par Michel Gbezera-Bria, poursuit son implication auprès de l'Unesco par l'éducation, l'action, la diplomatie et la sauvegarde du patrimoine. A propos du patrimoine, la République centrafricaine compte déjà à son actif deux biens inscrits sur la liste du Patrimoine mondial : le Parc national du Manovo-Gounda St Floris en 1988 et le Tri national de la Sangha en 2012.

M.A.N.

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE
DU 27 MAI AU 02 JUIN 2019

A l'occasion de la Fête de la musique 2019 qui aura lieu le 21 juin à l'IFC, déposez un dossier avec plusieurs morceaux enregistrés ainsi que vos coordonnées au bureau de la communication avant le 3 juin 2019.

MARDI 28 MAI

09h00 Mois de l'Europe : Forum de l'Union Européenne
18h30 Ciné-club : Yao de Philippe Godeau, avec Omar Sy, Lionel Louis Basse et Fatoumata Diawara.

MERCREDI 29 MAI

18h30 Danse : De quoi sommes-nous faits ? d'Andréya Ouamba
19h30 Mercredi à la cafétéria : Mavérique Kélowas

VENDREDI 31 MAI

14h30 Rencontre littéraire : Une peur morbide de Jessy Loemba
19h00 Humour : tuSeo family

SAMEDI 1 JUIN

10h00 Les rendez-vous de la médiathèque (Samedi des petits lecteurs, L'heure du conte, Rencontre de scrabble)

Pour plus d'infos, veuillez consulter nos agendas du mois.

RUGBY

Le championnat départemental de Brazzaville attendu en juillet

De report en report, la compétition pourrait débiter le 6 juillet. C'est ce qui sort de la rencontre que la Fédération a eue, le 22 mai, avec les responsables des clubs.

Quatre clubs participeront au championnat départemental. Il s'agit de Taureau rugby club de Brazzaville, Intouchable rugby club de Brazzaville, Stade brazzavillois rugby club et Panthère rugby club d'Oyo, qui jouera sous le label de l'invité spécial. Ce championnat qui se déroulera au stade Marchand et au terrain de l'Iseps est une manière non seulement de vulgariser ce sport de contact au Congo mais aussi d'inviter les Congolais à le pratiquer.

Cette compétition dénommée le championnat départemental de rugby à XV «Top3 et Top4» marque ainsi le départ d'une aventure intéressante car, entre les bienfaits physiques, les bienfaits psychologiques et les bienfaits sociaux, le rugby peut offrir de nombreux bénéfices pour ceux qui jouent et ceux qui sont hors du terrain.

Rude Ngoma

JUSTICE

L'Asadho dénonce l'incarcération prolongée des condamnés du dossier Laurent-Désiré Kabila

L'organisation estime que les dix-huit ans qu'Eddy Kapend et ses co-accusés ont passés en détention étaient trop et constituaient une violation flagrante des droits fondamentaux garantis par la Constitution et les lois internationales ratifiées par la République démocratique du Congo (RDC).

La libération par le chef de l'Etat de tous les détenus amnistiés du dossier d'assassinat de Laurent-Désiré Kabila rentrerait dans le cadre de la réalisation totale de sa promesse de décrispation politique, selon l'Association africaine de défense des droits de l'homme (Asadho).

L'association rappelle, en effet, que le procès conduit par l'ex-Cour d'ordre militaire (COM) et qui avait condamné le colonel Eddy Kapend et consorts était marqué par la violation de toutes les garanties constitutionnelles reconnaissant à chaque Congolais le droit à un procès juste et équitable. Pour l'Asadho, ce procès manifestement inéquitable avait violé les standards internationaux en la matière, conduisant à des condamnations iniques et injustes, sans que les enquêtes judiciaires aient été clôturées. Cette ONG fait également constater qu'en décembre 2005, la loi d'amnistie n°05/023 du 19 décembre 2005 portant amnistie pour faits de guerres, infractions politiques et d'opinions était venue réparer cette injustice en amnistiant les intéressés. Mais, regrette-t-elle,



Jean-Claude Katende, le président de l'Asadho

ils n'ont jamais été libérés. L'Asadho relève aussi qu'en novembre 2013, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, lors de sa cinquante-quatrième session ordinaire tenue du 22 octobre au 5 novembre 2003 à Banjul, en Gambie, était aussi allée dans le même sens, en recomman-

dant la libération de tous les condamnés dans ce dossier Eddy Kapend et consorts. Ici, cette ONG indique encore que la RDC n'a jamais donné suite aux recommandations en libérant les condamnés. Aussi, fait savoir l'association, en décembre 2016, l'Accord de la Commission épiscopale natio-

nale du Congo avait identifié ces condamnés comme pouvant bénéficier des mesures de libération convenues dans le cadre de la décrispation politique, sans que ces derniers ne soient libérés. Et, en mars dernier, lors de la libération des prisonniers politiques et assimilés, aucun condamné

du dossier Eddy Kapend et consorts n'a bénéficié de cette mesure.

« Une injustice incompréhensible »

L'Asadho pense qu'après toutes ces mesures qui n'ont pas été suivies d'effets, l'injustice à l'égard de ces condamnés est flagrante et incompréhensible. « Le maintien de ces condamnés en détention malgré les mesures successives d'amnistie et les recommandations de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples est une discrimination qui viole les dispositions de la Constitution de la RDC », souligne cette ONG de défense des droits de l'homme. Dix-huit ans de détention entourée d'autant d'injustices, se convainc-t-elle, constituent une violation flagrante des droits fondamentaux garantis par la Constitution et les lois internationales ratifiées par le pays. Ce qui l'amène à exhorter le président de la République, Félix Tshisekedi, à réparer ces torts à l'égard des prisonniers et des membres de leurs familles, en ordonnant leur mise en liberté.

Lucien Dianzenza

CÉNI

Corneille Nangaa satisfait du déroulement du troisième cycle électoral 2011-2018

Le président de l'organe en charge des élections a animé, le 24 mai à Kinshasa, une séance d'échange d'informations à l'intention des patrons de presse, précisément sur la présentation du rapport général du troisième cycle électoral (2011-2018) avant sa transmission à la chambre basse du parlement.

Plus que quelques jours, notamment en juin, les animateurs de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) vont passer le relais à d'autres qui vont assurer la continuité de l'institution. L'heure est à l'évaluation du travail fourni par l'équipe de Corneille Nangaa qui quitte l'arène électorale après avoir gratifié les Congolais de la première alternance démocratique intervenue au sommet de l'Etat, à la suite de la présidentielle du 30 décembre 2018. Faisant le point du rapport général du troisième cycle électoral entamé depuis 2011, le président de la Céni a affiché un satisfécit qui contraste avec les récriminations dont il a souvent été l'objet de la part des critiques.

Pour le lui, le troisième cycle électoral qu'il a piloté et dont les élections du 30 décembre 2018 constituent le point culminant, a été un grand succès. Beaucoup d'acquis, a-t-il fait savoir, sont à mettre à l'actif de ce processus électoral mené de haute lutte, à l'instar de la mise à jour du cadre légal des élections et de la production d'un fichier électoral aux normes internationales, inclusif, actualisé et qui permet aujourd'hui d'organiser les élections locales et municipales.

Par ailleurs, grâce à ce troisième électoral, a-t-il indiqué, la Consti-



Corneille Nangaa

tution a été maintenue en état notwithstanding les vellétés de sa modification manifestées par plusieurs acteurs politiques. En outre, a souligné Corneille Nangaa, la première alternance pacifique du pouvoir depuis l'indépendance du pays en 1960 a eu lieu, les institutions et les acteurs issus des votes sont

en cours d'installation, les exilés politiques sont en train de rentrer progressivement au pays à la suite de la décrispation politique, etc. Toutes ces évolutions positives ne pouvaient être possibles s'il n'y avait pas eu la tenue des élections du 30 décembre 2018, a fait remarquer Corneille Nangaa, visi-

blement fier du travail abattu par son institution, la Céni, « l'une des commissions électorales les plus professionnelles d'Afrique », selon ses propos.

En attendant la tenue des élections locales et municipales ainsi que les scrutins indirects y afférents, cette rencontre d'étape a permis au président de la Céni de revenir sur les recommandations formulées depuis 2013 par les différentes évaluations internes et externes des deux précédents cycles électoraux; les réformes mises en œuvre au niveau de la loi organique de la Céni jusqu'à la refonte du fichier électoral ayant abouti à la stabilisation de la cartographie électorale à partir de 2016.

Même attitude affichée concernant la question de la double nationalité et du vote des Congolais de l'étranger, des sujets qui devront, selon lui, faire partie des matières à débattre de façon lucide par les prochains responsables de la Céni, en concertation avec les parties prenantes au processus électoral.

Corneille Nangaa sans voix face à la démarche de Martin Fayulu

De la « vérité des urnes », le sempiternel crédo ressassé par Martin Fayulu, il en a aussi été question au

cours de cet échange avec les patrons des médias. Corneille Nangaa a révélé la contradiction qui sous-tend la démarche du candidat de la coalition Lamuka à la présidentielle du 30 décembre qui fut le premier à rejeter la machine à voter qu'il soupçonnait de tripatouillage des résultats. Que le même Martin Fayulu revienne aujourd'hui pour réclamer une « vérité des urnes » issue des élections organisées avec l'outil informatique, le même qu'il avait rabroué, le président de la Céni est resté sans voix.

Parlant de son avenir immédiat, Corneille Nangaa a déclaré qu'il va rentrer à l'international où il a eu à évoluer avant d'intégrer la Céni. « Nangaa est un expert électoral. Nangaa est un technicien à la disposition de la République. Nangaa a aussi ses autres activités privées. Je vais probablement rentrer à l'international. J'étais un fonctionnaire international », a-t-il dit. Et d'enchaîner : « J'étais directeur-résident d'une organisation importante dans plusieurs pays. Probablement, je pourrai rentrer, probablement que je pourrai faire mes champs. On verra ce que Dieu permettra et nous indiquera la voix à suivre ».

Alain Diasso



Des forfaits décalés pour
**APPELER TOUS
LES RÉSEAUX**



MASOLO XL

LE RESEAU DES SMARTPHONES

***121*1*2#**

FESTIVAL DE LA BIODIVERSITÉ

La sixième édition encourage les enfants à la protection de l'environnement

L'événement tenu le 22 mai à la paroisse catholique Christ Roi, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la biodiversité, a permis de sensibiliser mille trois cents élèves de l'école de cette paroisse et des environs, dans le quatrième arrondissement de Pointe-Noire.

L'activité a été organisée par l'ONG Renatura Congo, dans le cadre de son programme d'éducation et de sensibilisation à l'environnement. L'objectif était de « sensibiliser le grand public quant à l'intérêt de préserver la biodiversité, si riche et si menacée au Congo ». Des activités variées ont été menées, notamment des animations et ateliers pédagogiques et artistiques (danse, musique, jeux, expositions photos, tombola...).

Les enfants de l'école catholique Christ Roi ont été sensibilisés au niveau des différents stands tenus par les éducateurs de Renatura, une ONG de protection de la biodiversité et des tortues marines, ainsi que d'autres associations environnementales présentes, à savoir le Réseau national pour le développement durable au Congo, la Bouée Couronne, la Mutuelle des jeunes de Kakamoeka et le Jane Goodall Institute. Cette sensibilisation a porté, entre autres, sur la gestion des déchets, la sécurité et les bonnes pratiques de pêche en mer, la connaissance et la protection des espèces d'animaux intégralement protégés (chimpanzé, gorille, dauphin commun, pélican gris, baleine australe et autres). Elle s'est aussi faite à travers la projection de vidéos sur la protection de l'environnement, avec « Super Kodo » et des films-documentaires réalisés par Yann-Arthus Bertrand.



Un initiative saluée par les écoliers

Les élèves ont manifesté un véritable engouement à participer aux différentes activités, l'occasion leur ayant permis d'être informés de la nécessité de préserver la mère nature, « d'être ensemble pour la biodiversité » comme le stipulait le slogan de l'événement. « *La nature était là avant nous, elle sera là après nous. Il faut absolument la préserver, pour nous, pour les autres et pour les générations à venir. Préserver son environnement, c'est préserver l'Homme* », a expliqué Paul Chéné, coordonnateur du programme d'éducation et de sensibilisation à l'environnement de Renatura Congo.

A la question de savoir pourquoi dédier cette journée aux enfants, Paul

Chéné a indiqué : « Les enfants c'est l'avenir. Ce sont eux qui font passer le message aux parents le soir en rentrant de l'école et qui vont s'occuper de notre planète plus tard. Et si les parents n'ont pas eu la chance d'avoir ces informations, ils les auront par leurs enfants ».

De leur côté, les enfants n'ont pas manqué d'exprimer leur satisfaction. Le cas de Novy Ngouambi qui a confié : « Je suis contente de ce fes-

Des élèves fiers de participer à l'événement tival. J'ai appris que les tortues sont intouchables et qu'elles peuvent vivre pendant plus d'un siècle ». Et un autre de renchérir : « *J'ai appris qu'il faut bien gérer les déchets et garder notre environnement propre par de bons gestes* ».

Cette sixième édition du festival de la biodiversité a aussi été un moment de découverte des jeunes talents de Loandjili à travers le concert de musique en fin

d'après-midi. Un moment important pour les enfants, comme l'a souligné le coordonnateur du programme d'éducation et de sensibilisation à l'environnement de Renatura Congo. « *Il y a de nombreux jeunes talents qui méritent de monter sur scène et de montrer ce qu'ils savent faire. On peut se permettre de leur donner cette chance avec ce festival parce que cette journée doit être remplie de joie pour que les enfants en gardent un bon et qu'ils retiennent son intérêt : préserver l'environnement et ce lien entre l'homme et la nature* », a commenté Paul Chéné.

L'organisation d'une tombola en clôture de festival a permis également d'attirer un public plus vaste et ainsi de répandre plus loin le message de conservation. Cette tombola, rendue possible par la générosité de trente partenaires ayant donné des lots (plus de cent cinquante), montre que les sociétés et établissements ponténégrins sont nombreux à prendre à cœur les enjeux environnementaux.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

CÉLÉBRATION

Le monde a rendu hommage aux Casques bleus

La Journée internationale des soldats de la paix des Nations unies a été commémorée, le 24 mai, sur le thème « Protéger les civils, protéger la paix ».

L'objectif de l'événement, selon l'ONU, est d'informer l'opinion internationale des efforts et de la contribution des Casques bleus en ce qui concerne le maintien de la paix dans les pays en conflit. Il marque aussi le vingtième anniversaire de la première mission de maintien de la paix en Sierra Leone ayant reçu expressément pour mandat de protéger les civils.

« *Elle est une journée importante pour rendre hommage au personnel civil, policier et militaire pour leur participation inestimable au travail de l'ONU. Elle constitue aussi l'occasion d'honorer la mémoire de plus de trois mille huit cents Casques bleus qui ont perdu la vie en servant sous le drapeau des Nations unies depuis 1948, dont quatre-vingt-dix-huit hommes et femmes en 2018* », a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en ajoutant que les soldats de la paix de l'ONU font face à de graves menaces. Car, les attaques contre leurs patrouilles et leurs installations sont devenues monnaie courante sans oublier qu'ils sont aussi victimes des maladies et des accidents. Ce qui a fait qu'environ trois mille huit cents Casques bleus militaires, policiers et civils ont perdu leur vie.

« *L'année dernière, quatre-vingt-dix-huit membres du personnel du maintien de la paix originaire de trente-six pays ont été tués au cours de leur mission. Bien que ce soit le nombre le plus faible de victimes en une décennie, cela reste inacceptable* », a déploré Antonio Guterres, en insistant que les Casques bleus ont besoin de meilleures formations et de meilleurs équipements et, leurs mandats doivent être réalistes et appuyés de manière adéquate par des ressources et par une volonté politique. « *Nous devons également veiller à ce que les auteurs d'attaques contre les soldats de la paix soient identifiés et traduits en justice. Car, le renforcement du maintien de la paix requiert l'engagement et l'action de tous* », a-t-il ajouté.

Cent dix-neuf hommes et femmes

honorés à titre posthume

Pendant cette journée internationale, les Nations unies ont décoré cent dix-neuf hommes et femmes issus de trente-huit pays récemment morts au service de la paix. Ils ont reçu à titre posthume, la médaille Dag-Hammarskjöld, du nom du deuxième secrétaire général de l'ONU mort dans un accident d'avion pendant qu'il effectuait une mission de paix en République démocratique du Congo.

En dehors de cet acte de reconnaissance, l'ONU a également salué le courage de Chancy Chitete, un soldat de la paix malawite de la Mission des Nations unies en République démocratique du Congo, mort après avoir sauvé son camarade Casque bleu tanzanien lors d'une attaque dans l'est de ce pays. Cependant, la médaille du capitaine Mbaye Diagne, pour son courage exceptionnel, a été remise au défunt soldat du Malawi.

« *Pour des millions de personnes qui se trouvent dans les situations de conflit dans leurs pays, le maintien de la paix est une exigence porteuse d'espoir. Élevons donc ensemble afin que le maintien de la paix soit plus efficace pour protéger les populations et promouvoir la paix* », a déclaré encore le secrétaire général de l'ONU.

En effet, selon l'ONU, au cours des vingt dernières années, la protection des civils a été de plus en plus au cœur de ses opérations de maintien de la paix. Cela se justifie par le fait qu'aujourd'hui, environ 90 % de soldats de la paix sont déployés dans huit opérations de maintien de la paix, à savoir Abyei, Darfour, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Haïti, Liban, Mali et le Soudan du Sud. Ceux-ci ont pour mandat de protéger les civils. « *Ces soldats de la paix risquent leur vie au quotidien pour protéger les civils de la violence* », a reconnu l'ONU.

Faisant une rétrospection sur l'histoire de cette politique de maintien de la paix, le secrétaire général de l'ONU a précisé que la première mission de maintien de la paix a été éta-

blie le 29 mai 1948, lorsque le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement d'un petit nombre d'observateurs militaires au Moyen-Orient. Ceci, afin de veiller au respect des accords d'armistice entre Israël et les régions arabes avoisinantes. Ce groupe d'observateurs militaires a ainsi formé l'organisme des Nations unies chargé de la surveillance de la trêve. A partir de ce moment, environ un million d'hommes et de femmes servent dans soixante-douze opérations de maintien de la paix ayant des répercussions directes sur la vie de millions de personnes, en protégeant les plus vulnérables dans le monde et en sauvant d'innombrables vies. « *Les Casques bleus aident les pays dans leur transition de la guerre à la paix* », a signifié Antonio Guterres.

Quatre-vingt-huit mille militaires, policiers et civils déployés dans le monde Dressant les statistiques des agents qui œuvrent dans le cadre des opérations de maintien de la paix, le responsable onusien a indiqué qu'actuellement les opérations de maintien de la paix des Nations unies comptent environ quatre-vingt-huit mille militaires, policiers et civils. Ils proviennent de cent vingt-quatre États membres, notamment treize mille civils et mille trois cents volontaires répartis dans quatorze opérations sur quatre continents.

Par ailleurs, pour l'ONU, malgré l'envergure de ces opérations, le budget du maintien de la paix représente moins de 0,5 pour cent des dépenses militaires mondiales. Alors que le maintien de la paix s'avère être un bon investissement pour la paix, la sécurité et la prospérité mondiales. C'est pourquoi, l'an dernier, le secrétaire général de l'ONU avait lancé une nouvelle initiative intitulée « Action pour le maintien de la paix ». Elle vise à restructurer les activités de maintien de la paix en faisant preuve de réalisme, à rendre les missions de maintien de la paix plus fortes, plus sûres et à mobiliser un appui plus large en faveur de solutions politiques.

Rock Ngassakys

HUMEUR

Peut-on parler d'une deuxième dévaluation du franc CFA ?

Certaines personnes colportent des informations sur l'abaissement une fois de plus du franc CFA. Ces informations sont soutenues par des intellectuels qui tiennent des gens en haleine dans des causeries et débats. Néanmoins, nous constatons qu'il y a eu une hausse légère des prix du gaz butane domestique, des abonnements des chaînes payantes, du carburant et bien d'autres. Alors cette hausse augure-t-elle l'avènement d'une deuxième dévaluation ? Cette question s'adresse aux économistes et à tous ceux qui sont proches des questions financières.

Or, une monnaie subit une dévaluation, disent les économistes, quand les autorités monétaires décident d'abaisser son taux de change par rapport à une référence. Et l'augmentation des prix n'annonce pas les prémices d'une dévaluation. Ces personnes profitent de la situation socio-économique du pays pour donner de fausses informations en créant du trouble dans la conscience collective.

Cependant, les économistes et les autorités chargées des questions financières devraient prendre la parole pour dissiper des inquiétudes de nombreux Congolais qui sont déjà plongés dans la psychose. Car la dévaluation du franc CFA en 1994 a dérangé le quotidien de nombreux Congolais. D'où, lorsque de nombreux ménages entendent parler d'une deuxième dévaluation du franc CFA, ils ont l'idée des conséquences qu'avait entraînées la première. « *Ah non ! Ne parle pas encore de la dévaluation du franc CFA. C'est un moment difficile du fait que les prix galopent* », a dit une enseignante à son collègue dans un bus.

Ainsi, économistes et autorités nationales, agissez vite afin de clouer le bec des agitateurs qui causent déjà de la psychose dans des ménages à revenu dérisoire. Et S'il y aura dévaluation, trouvez des termes qu'il faut pour atténuer la peur qui hante déjà certains compatriotes.

Faustin Akono

70 ANS DE PRÉSENCE AFRICAINE

La célébration s'achève par une balade fluviale

Les festivités marquant le soixante-dixième anniversaire de la maison d'édition ont pris fin, le 24 mai, par une croisière littéraire sur le majestueux fleuve Congo. Allocution, déclamations des textes publiés au sein de cette maison, témoignages et une partie de danses ont marqué ce moment festif.

Il est 10h 00 lorsque la Pegase (bateau affrété pour la circonstance) quitte le quai pour la randonnée sur le majestueux fleuve Congo, tant vénéré par les écrivains et chanté par les artistes musiciens. À l'intérieur se trouve le conseiller à la Culture, arts et tourisme du chef de l'État, Lydie Pongault, qui sans commentaire, laisse plutôt à ses convives (parce qu'organisatrice) le temps d'admirer le fleuve Congo en ces termes: « Amis de la culture et de la littérature, je n'ai qu'un seul mot, bienvenu à bord et admirons le fleuve Congo ». Ainsi a commencé cette belle balade.

Mariusca Moukengue a été la première à déclamer quelques textes des guerriers de la plume, publiés aux éditions Présence Africaine. Elle a déclamé la « Prière » de Bernard Dadié. Puis s'en sont suivis « La Négritude », « Le cimetière hydraulique » et « Cahier d'un retour au pays natal » d' Aimé Césaire. Elle a également interprété quelques morceaux contenus dans son single « Slamourai », dont le titre éponyme (Slamourai), et « Espoir ».

Dans « Négritude » d' Aimé Césaire, il écrit: « Ceux qui n'ont inventé ni la poudre ni la boussole, Ceux qui n'ont jamais su dompter ni la vapeur ni l'électricité, Ceux qui n'ont exploré ni les mers ni le ciel mais ils savent en ses moindres recoins le pays de souffrance, Ceux qui n'ont connu de voyage que de déracinements, Ceux qui se sont assoupis aux age-nouillements, Ceux qu'on domestiqua et christianisa, Ceux qu'on inocula d'abâtardissement tam-tam



Dans la pegase

de mains vides, tam-tams inanes de plaies sonores, tam-tams burlesques de trahison tabide, Tiède petit matin de chaleurs et de peurs ancestrales, Par-dessus bord mes richesses pérégrines, Par-dessus bord mes faussetés authentiques. Mais quel étrange orgueil tout soudain m'illumine ? » Harvey Massamba, un autre artiste congolais, a déclamé les textes « Le jeune noir à l'épée » et « Congo mon amour » d'Abda Malik, publiés aux éditions Présence Africaine, dont voici l'extrait.

« J'ai 19 ans et je suis Noir. Ceux qui ont l'œil du cœur ouvert savent bien que la couleur n'est

qu'un jeu de lumière. Une réfraction qui a eu lieu à un moment plus ou moins précis de notre histoire collective. En cette réfraction a pris corps. Est devenue une idée, un rayonnement électromagnétique qui a franchi le champ du phénomène physique, pour devenir un concept dont on parle dans les livres savants, les faits divers sanglants, les films aux succès obscurs, les vidéos sur YouTube et les disques de rap dématérialisés... »

Après quelques témoignages sur le fleuve par le Pr Patient Bokiba (un enfant du fleuve), Irène Mboukou, conseiller du chef de l'État, ainsi que

par le Pr Omer Massoumou, Pierre Ntsemou dit le saint-pierre des mots, a déclamé lui aussi un texte intitulé « Sénégal », en l'honneur aux hôtes de marque.

Village Maloukou Mbamou terminus de la randonnée

La croisière littéraire s'est arrêtée au village Maloukou Mbamou, situé à 32km de Brazzaville, sur le long du fleuve Congo. Ce village compte deux cent quatre-vingts habitants, vivant de la pêche et de l'agriculture. Il est doté d'une école primaire, ce qui fait qu'après leur admission au Certificat d'études primaires et

élémentaires, les élèves désireux de poursuivre leurs études secondaires et supérieures se rendent à Brazzaville.

« Nous sommes ici pour les 70 ans de Présence Africaine et sommes extrêmement heureux de venir vous voir », a déclaré Jean Paul Pigasse, patron du quotidien Les Dépêches de Brazzaville, à l'endroit du chef du village, Francis Ngalibaki, qui a accueilli la délégation.

Ce dernier, par l'entremise de son porte-parole, Papy Konga, a exprimé sa joie de recevoir la délégation venue dans le cadre de ces festivités. « Nous sommes très heureux de vous recevoir ce jour. Merci également pour les journaux que le patron des Dépêches de Brazzaville nous a remis. Ils nous permettront de nous informer sur ce qui se passe et surtout connaître l'histoire de Présence Africaine. Ces journaux seront distribués dans tout le village », a-t-il promis.

Le fleuve a ressenti sa joie sur le chemin de retour avec de l'animation en play-back faite par Djoson philosophe et Ossibi de l'orchestre Super Nkolo Mboka, ainsi que des chansons génériques des différents groupes musicaux, à l'instar de « 242 » d'Extra musica de Roga-Roga ; « 312 Méta-physique » de Patrouille des stars de Kevin Mbouande-Mbenga ; « Maman Syska » de Zaïko Langa-Langa de Jossart Nyoka Longo ; sans oublier le collectif Bisso na Bisso. L'animation s'est arrêtée nette au quai du port de Mami Wata restaurant.

Bruno Okokana

RÉFLEXION

Quelle gouvernance mondiale demain?

Personne, bien sûr, ne saurait dire avec certitude de quoi demain sera fait, mais il est au moins un domaine dans lequel nous pouvons avancer un pronostic sans grands risques : celui de la transformation de la gouvernance mondiale que le changement des rapports de force entre les nations de la planète et, de façon plus générale, l'évolution du monde ne peuvent manquer de générer à terme très rapproché.

Vus de l'Afrique équatoriale, où sont écrites ces quelques lignes, deux mouvements se conjugueront, en effet, plus vite qu'on ne le croit, qui instaureront à l'échelle de cette même planète une gouvernance bien différente de celle qui la gère depuis des décennies.

° Le premier de ces mouvements est la modification de l'équilibre entre les grandes puissances qui s'étaient réparties le pouvoir au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Bâtie autour de l'axe Etats-Unis-Europe, dont la puissance militaire, économique et financière était nettement plus forte que celle de l'Union Soviétique

plombée alors par le communisme et de la Chine qui commençait tout juste à se réveiller de son long sommeil, la gouvernance mondiale était jusqu'à présent dominée par le modèle occidental. Ce dont témoignait l'installation sur le sol américain de toutes les grandes institutions internationales - l'Organisation des Nations unies et son Conseil de sécurité, les institutions de Brettons Woods (Fonds monétaire international, Banque mondiale) en particulier - et la prééminence du dollar américain sur la scène monétaire. La réémergence de la Russie sur la scène mondiale et surtout l'apparition spectaculaire de la Chine, plus discrète de l'Inde sur cette même scène au cours des deux dernières décennies ont totalement rebattu les cartes sur la table du jeu de poker international ; ceci d'autant plus que dans le même temps, l'Europe ne parvenait pas à s'imposer comme une véritable puissance. Résultat des courses : là où un « Grand » dominait indiscutablement la scène mondiale, cinq s'affrontent désormais à fleurets plus ou moins démou-chetés. Une véritable révolution dont nous

vivons les premiers instants.

° Le second mouvement résulte du déséquilibre humain engendré à l'échelle planétaire par le déséquilibre économique entre les continents qui s'est instauré au cours des deux derniers siècles. En effet, tandis que la richesse produite par la révolution industrielle des dix-neuvième et vingtième siècles en Europe et aux Etats-Unis provoquait une forte limitation du nombre des naissances, donc une diminution et un vieillissement accélérés de leurs populations, la sortie de la pauvreté en Asie, en Afrique, en Amérique latine s'est accompagnée ces dernières décennies d'une forte, très forte croissance de leurs populations. Résultat des courses également : alors que le monde occidental compte aujourd'hui à peine plus de six cents millions d'êtres humains, la Chine et l'Inde en comptent chacune près d'un milliard quatre cents millions, l'Amérique latine six cent cinquante millions et la population africaine croît à un rythme tel qu'elle abritera plus de deux milliards d'habitants à échéance de cinquante

ans. Même si la richesse des nations occidentales reste très supérieure, pour l'instant, à celle des nations du Tiers-monde, de tels déséquilibres démographiques ne peuvent, à brève échéance, qu'entraîner une réforme en profondeur de la gouvernance mondiale. Une réforme que les pays émergents ne vont pas tarder à exiger et qui donnera à l'Afrique, à l'Asie, à l'Amérique latine la place qui leur revient de droit dans la gestion à venir de la planète en raison de leur poids humain, économique et commercial.

Il ne nous appartient pas de dire quels devraient être les grands axes de cette révolution pacifique, mais il est évident que l'humanité doit se préparer dès à présent à ce changement radical si du moins elle veut éviter que de terribles conflits naissent des transformations en cours. Autrement dit si les grandes puissances d'hier ne s'accordent pas avec les grandes puissances du temps présent et des temps à venir pour adapter la gouvernance mondiale à ces réalités.

Jean-Paul Pigasse